

ESS Forum International



RAPPORT D'ACTIVITES **2016**

SOMMAIRE

PRESENTATION.....	3
▶ Qui sommes-nous ?	
▶ L'économie sociale et solidaire, une vision, des valeurs	
TOUR D'HORIZON DE L'ANNEE 2016	4
PARTIE 1 : ACTIVITES DE L'ASSOCIATION.....	5
I. RASSEMBLER les leaders et acteurs de l'ESS.....	5
<i>Focus sur le Forum Mondial de l'Economie Sociale</i>	<i>6</i>
<i>Focus sur le Forum Panafricain de la Jeun'ESS</i>	<i>8</i>
II. CO-CONSTRUIRE des projets durables et inclusifs	9
<i>La Project Place : un espace à la portée de tous</i>	<i>9</i>
<i>Le Cahier des initiatives</i>	<i>9</i>
<i>Focus sur quelques initiatives durables et inclusives</i>	<i>10</i>
III. INFLUENCER les politiques et agendas pour l'ESS	11
<i>Le Groupe pilote international de l'ESS.....</i>	<i>11</i>
<i>Focus sur la reconnaissance de l'ESS dans le Nouvel Agenda Urbain</i>	<i>13</i>
<i>La Task Force inter-agences des Nations-Unies sur l'ESS</i>	<i>14</i>
PARTIE 2 : GOUVERNANCE ET VIE ASSOCIATIVE	16
Conseil d'administration et bureau	17
Equipe permanente	18
Membres.....	19
Partenaires	20
ANNEXES	21

L'association *Les Rencontres du Mont-Blanc – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire* (RMB-FIDESS) est devenue *ESS Forum International* (ESSFI) le 25 janvier 2017. Ce changement de nom n'est pour l'heure effectif que dans les activités quotidiennes et dans la communication de l'association ; légalement, au titre de ses statuts et de sa déclaration au JO, la structure demeure *Les Rencontres du Mont-Blanc*.

QUI SOMMES-NOUS ?

UNE ASSOCIATION NÉE DES RENCONTRES DU MONT-BLANC

Au sein d'une économie plurielle et sur tous les continents, ESS Forum International valorise et promeut l'Économie Sociale et Solidaire. Depuis plus de 10 ans, ce réseau international est un véritable laboratoire d'idées au service de trois champs d'actions :

- ▶ **RASSEMBLER** les leaders et acteurs de l'ESS, parce que le partage et la volonté de construction commune sont l'essence même de ce modèle ;
- ▶ **CO-CONSTRUIRE** des projets durables et inclusifs, parce que les initiatives concrètes sont autant de preuves par l'exemple que l'ESS est vecteur d'efficacité sociale, citoyenne, environnementale et économique ;
- ▶ **INFLUENCER** les politiques et agendas pour l'ESS, parce que le développement de ce modèle performant et résilient sur tous les continents passe par sa reconnaissance sur la scène internationale.

Co-secrétaire permanent du **Groupe pilote international de l'Économie Sociale et Solidaire** (GPIESS) dont il a impulsé la création, ESS Forum International est **accrédité par le Conseil Économique et Social des Nations Unies** (ECOSOC) et membre observateur de la **Task Force inter-agences de l'ONU sur l'ESS** (UNTFSSSE).

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE,

UNE VISION, DES VALEURS

- ▶ **Entreprendre ensemble et solidairement** pour un monde juste en partageant les principes de gestion démocratique, d'équité et de solidarité dans une vision humaniste ;
- ▶ **Coopératives, mutuelles, entreprises sociales, associations et fondations** présentes dans toutes les sphères d'activités et sur les 5 continents ;
- ▶ **Le choix Le choix de l'efficacité collective**, sociale, citoyenne, environnementale et économique pour un développement durable et inclusif.

- TOUR D'HORIZON DE L'ANNEE 2016 -



PARTIE I : ACTIVITES DE L'ASSOCIATION

I. RASSEMBLER les leaders et acteurs de l'ESS



Depuis sa création en 2005, l'association fédère les leaders et les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire pour favoriser **l'échange de bonnes pratiques, le débat sur les grands enjeux internationaux et la co-construction de solutions innovantes**. Elle organise ainsi **Les Rencontres du Mont-Blanc**, forum international biennal de l'ESS, et participe à de nombreux **événements**. En 2016, elle a confirmé son rôle de carrefour international de l'ESS en prenant part à des conférences et ateliers sur **les 5 continents**.

► **5^{ème} forum européen sur l'entrepreneuriat social, Plovdiv, Bulgarie, 31 mars – 3 avril**

A l'occasion du 120^{ème} anniversaire de la création de la première coopérative de travail en Bulgarie, le 5^{ème} Forum européen sur l'entrepreneuriat social a notamment porté sur les nouvelles politiques liées à l'entrepreneuriat social et l'économie sociale, les partenariats publics-privés ou encore sur les opportunités et perspectives pour l'économie sociale.

ESS Forum International a fait entendre sa voix à travers l'intervention d'un de ses administrateurs (« Les bonnes pratiques dans l'entrepreneuriat en économie sociale ») et de la doctorante secrétaire de son Comité Scientifique (« Présentation des législations de l'économie sociale dans une perspective comparative internationale »).

► **Séminaire "L'ESS comme stratégie de développement durable et inclusif – perspectives Européennes et d'Amérique Latine", Bruxelles, Belgique, 26 avril**

Réunissant acteurs et penseurs de l'ESS, le séminaire visait, à partir de perspectives européennes et latino-américaine, à mettre en lumière les caractéristiques similaires des enjeux de l'ESS au niveau local et international et le besoin d'approche commune, avec notamment le partage de bonnes pratiques et le tissage de liens permettant le renforcement du mouvement global en faveur de cette autre économie.

Ainsi, l'événement a mis en avant des expériences locales et régionales, présenté des agendas politiques et des documentations relatives aux atouts de l'économie sociale et solidaire. S'inscrivant dans une logique de collaboration, ESS Forum International a rappelé son engagement en faveur du rassemblement des acteurs de l'ESS des 5 continents, notamment à travers son forum biennal « Les Rencontres du Mont-Blanc ».

► **Rencontre ICOSI et pays du Sud, Paris, France, 17 juin**

Organisée par l'Institut de Coopération Sociale Internationale -ICOSI- travaillant à la promotion de l'économie sociale et solidaire, la rencontre avec des représentants des pays du Sud (Maroc, Tunisie, etc.) a été l'occasion pour ESS Forum International de mettre en lumière les engagements et actions communes mises en œuvre par les acteurs de l'ESS à l'international, en particulier à travers le forum des Rencontres du Mont-Blanc et par les activités du Groupe pilote international de l'ESS.

► **1^{ère} journée européenne des Entreprises Sociales, Bruxelles, Belgique, 1 juillet**

Mettant à l'honneur les entreprises sociales, cette première journée européenne organisée par le Conseil Économique et Social Européen s'intitulait « des paroles aux actes ! ». En rassemblant une centaine de participants, cette rencontre participative a eu pour objectif d'établir un constat de la situation actuelle, puis de réfléchir à un écosystème adéquat pour les entreprises sociales. L'association a ainsi pu échanger sur ses activités et sur le rôle du Groupe pilote international dans la promotion de politiques publiques favorables à l'ESS.

► **Rencontre du Leadership Circle de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), Gennevilliers, France, 19 juillet**

Le groupe Up, membre bienfaiteur d'ESS Forum International, a accueilli le Leadership Circle de l'Alliance Coopérative Internationale, regroupant 12 coopératives parmi les plus emblématiques dans le monde telles que Unimed (Brésil), Desjardins (Québec) ou encore Folksam Insurance Group (Suède). A cette occasion, le représentant du groupe Up au sein d'ESS Forum International a présenté les activités de l'association et le rôle de celle-ci dans la promotion du modèle de l'économie sociale et solidaire, au sein duquel les coopératives jouent un rôle essentiel.

► **FOCUS SUR LE FORUM MONDIAL DE L'ECONOMIE SOCIALE (GSEF)**
Montréal, Canada, 7-9 septembre

Membre du Comité de parrainage et partenaire de l'association GSEF, ESS Forum International a participé à la troisième édition du Forum mondial de l'économie sociale organisée sur le thème « *Collaboration entre les gouvernements locaux et les acteurs de l'économie sociale pour le développement des villes* ».

Grande rencontre internationale initiée en 2013 par la ville de Séoul et les partenaires locaux de l'économie sociale, le GSEF 2016 a pendant trois jours suscité une véritable mobilisation puisqu'il a réuni près de 1500 participant(e)s – dont 200 représentant(e)s de gouvernements locaux - originaires de 62 pays et 330 villes¹.



A l'issue de ce rendez-vous incontournable, ESS Forum International est devenue membre de l'association GSEF et de son comité directeur.

¹ Voir la déclaration finale de l'événement page 22

► **Conférence internationale sur les études coopératives (IGT-ICCS),
Lucerne, Suisse, 14-16 septembre**

La 18^{ème} édition de la Conférence internationale sur les études coopérative a réuni près de 1000 personnes autour du thème « L'identité coopérative et la croissance ». ESS Forum International a pris part à cet événement : un administrateur et un membre de son Comité Scientifique ont porté une contribution commune portant sur les partenariats publics/ESS et les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) et présenté les champs d'action de l'association, et notamment le plaidoyer mis en œuvre à travers le Groupe pilote international de l'Economie Sociale et Solidaire.

[> En savoir plus](#)

► **31^e Congrès International – Reims, France, 21-23 septembre**

La participation d'ESS Forum International au 31^e Congrès International du CIRIEC sur le thème « *Politiques publiques face aux enjeux sociaux et démocratiques de la mondialisation : quels projets pour l'économie publique, sociale et coopérative ?* » a permis un partage d'expériences et de réflexions lors de plusieurs séances plénières et ateliers. Ainsi, durant les 3 jours du Congrès, plusieurs thématiques ont été abordées telles que l'État stratège et les politiques publiques, la dynamique de l'ESS, l'innovation sociale et la réduction des inégalités ou encore les enjeux de la transition numérique.

► **Sommet international des Coopératives, Québec, Canada, 11-13 octobre**

Organisé sur le thème « Le pouvoir d'agir des coopératives », le Sommet International des Coopératives a été marqué par une idée forte, partagé tant par les participants que par les conférenciers : celle de l'importance du pouvoir d'agir ensemble, à travers des associations plus fortes intra et entre acteurs coopératifs, publics, privés, associatifs, qui permettent de créer une économie plurielle. En effet, les idées et propositions issues des échanges ont toutes appelé à davantage de coopérations et d'approches multi-acteurs autour de plateformes communes permettant de faire émerger des réponses viables à des enjeux économiques, sociaux et technologiques de plus en plus interdépendants.

Le Groupe Pilote International de l'ESS, dont ESS Forum International assure le co-secrétariat, est un exemple de ce type d'approches dans le domaine de la promotion de l'ESS à l'international, en associant Etats, organisations internationales et organisations de l'ESS.

► **FOCUS SUR LE FORUM PANAFRICAIN DE LA JEUN'ESS**

Lomé, Togo, 17-22 octobre

Membre d'ESS Forum International, l'association Acteurs Pour Une Economie Solidaire (APES-Togo) a organisé le premier Forum Panafricain de la Jeun'ESS sur le thème « Jeunesse africaine, actrice d'un développement humain et solidaire ».

Partie du constat alarmant que les populations africaines, et notamment les jeunes, sont touchées par la précarité, l'exode rural, l'immigration et la déscolarisation, l'association APES-Togo a organisé cette rencontre.

Imaginé comme une action de solidarité, de découvertes des réalités de l'Afrique et avec l'ambition de créer des coopérations futures tout en mettant en exergue les initiatives des jeunes entrepreneurs sociaux du continent, le Forum a réuni des jeunes entrepreneurs venus du Togo, du Bénin, du Mali mais aussi du Burkina-Faso, de France et du Canada.



Valorisant le modèle de l'économie sociale et solidaire en Afrique et sa pertinence pour répondre aux enjeux rencontrés par le continent, le Forum de la Jeun'ESS s'est conclu par l'adoption d'une déclaration commune² appelant notamment à la « mutualisation des énergies ».

[> En savoir plus](#)

► ***7^{ème} Edition de l'Académie de l'OIT sur l'ESS, San José, Costa Rica, 21-25 novembre***

La 7^{ème} Edition de l'Académie de l'OIT sur l'ESS a été l'occasion pour ESS Forum International d'échanger et de partager avec de nombreux acteurs et structures de l'ESS travaillant en Amérique centrale et latine.

Les acteurs de l'ESS accueillis lors de l'événement par la République du Costa Rica – membre du Groupe pilote international de l'ESS et très engagée dans le développement de l'économie sociale et solidaire - ont réfléchi à des solutions communes et innovantes sur les différentes thématiques articulées autour du sujet « *L'Economie Sociale et Solidaire : source d'emploi et promotion du développement local* ».

► ***Colloque Épargne Sans Frontières, Paris, France, 22 novembre***

Pour son colloque annuel, l'association Epargne Sans Frontières s'est intéressée à la question du rôle de la finance sociale et solidaire dans le financement des Objectifs de Développement Durable. ESS Forum International, engagée sur le sujet du financement de l'économie sociale et solidaire à travers le groupe de travail impulsé par le Groupe pilote international, a été partenaire de la rencontre et est intervenue sur la dynamique internationale des acteurs de la finance sociale et solidaire.

² Voir annexe page 24

II. CO-CONSTRUIRE des initiatives et projets durables et inclusifs



La reconnaissance de l'ESS passe aussi et surtout par la **mise en valeur de ses initiatives concrètes**. Celles-ci sont autant de preuves par l'exemple que ce modèle est un vecteur d'efficacité sociale, environnementale et économique et **apporte ainsi des solutions durables et inclusives**. L'association anime à cette fin une Agora internationale des projets (dite « Project Place ») et un cahier des initiatives.

❖ La Project Place : un espace à la portée de tous

Création originale d'ESS Forum International, la Project Place est à la fois un **espace physique et une plateforme numérique destinés à faciliter les rencontres, les échanges et la co-construction de projets entre acteurs de l'ESS à travers le monde**.



Tous les deux ans, lors des Rencontres du Mont-Blanc, des sessions d'accélération, de structuration et de coaching de projets sont proposées aux participants. Véritable lieu de partage et d'enrichissement, l'Agora permet ainsi de rapprocher les acteurs ayant des objectifs et/ou des champs d'action communs.

La plateforme web www.projectplace.coop – actualisée en 2016 et désormais accessible en français, anglais et espagnol- permet quant à elle non seulement de valoriser les projets et initiatives de l'économie sociale et solidaire, mais aussi de poursuivre l'objectif de connexion entre les acteurs de l'ESS des cinq continents, en leur offrant un **espace de discussion permanent**.

Miroir de la réalité du terrain, les initiatives de la Project Place sont portées auprès des institutions de l'ONU et des organisations internationales dans le cadre du plaidoyer de l'association ESS Forum International. Elle constitue donc une **passerelle unique de valorisation pour les projets de l'ESS**.



❖ Le Cahier des initiatives

Illustration du caractère pluriel de l'économie sociale et solidaire, le Cahier des initiatives est un **kaléidoscope d'expériences concrètes qui œuvrent à donner vie et sens à cet « autre » modèle**.

En 2016, ESS Forum International a mis en lumière sur son site web **une initiative de l'ESS par semaine**, illustrant ainsi le potentiel actuel et à venir de l'économie sociale et solidaire permettant de répondre positivement aux enjeux internationaux sur tous les continents et dans tous les domaines d'activité (agriculture, éducation, énergie, citoyenneté, etc.)

► FOCUS SUR QUELQUES INITIATIVES DURABLES & INCLUSIVES

Chili, Danemark, Inde, Madagascar³

Ecoturismo Mapuche, Chili

Ce projet de tourisme entièrement autogéré a pour but de permettre la protection et la conservation de son patrimoine historique, culturel et naturel. Il permet de diversifier les pratiques productives de la région en améliorant les conditions de travail et de vie des personnes qui y participent.



Parc éolien Middelgrunden, Danemark



Visant à contribuer à l'approvisionnement en énergie durable de Copenhague, la gestion du parc éolien Middelgrunden est partagé entre la coopérative éolienne du même nom et les services publics de la municipalité de Copenhague. Elles gèrent chacune 10 turbines, selon un accord de partenariat signé pour une durée de 25 ans.

Nutri'zaza, Madagascar

Entreprise sociale sans but lucratif, Nutri'zaza commercialise un aliment à haute valeur nutritive dans 50 restaurants pour bébés tenus par des femmes issues des quartiers défavorisés.



Navdanya, Inde

Navdanya est un réseau de producteurs de semences



biologiques actifs dans 16 provinces indiennes, en particulier dans les régions rurales touchées par la pauvreté. L'éducation du public, la recherche et la revalorisation des connaissances indigènes font partie de ses objectifs, ainsi que la protection des droits alimentaires face aux défis de la mondialisation et des changements climatiques.

❖ **L'appel à projet européen « Scale me up » -Paris, France 17 juin 2016**

L'association a pris part au lancement de l'appel à projets européen « Scale Me Up ». Présenté par Martine Pinville, Secrétaire d'État à l'Economie sociale et solidaire, ce programme a récompensé 5 initiatives d'innovation sociale conduites à travers l'Europe.

L'objectif de cet appel à projets était de **faire émerger de nouvelles collaborations** entre parties prenantes européennes et d'illustrer tout le potentiel de création d'emplois, d'activités et d'innovation, que peuvent représenter les entreprises de l'économie sociale en Europe.

³ Voir les fiches complètes de ces initiatives pages 26 à 29

III. INFLUENCER les politiques publiques et les agendas internationaux



Disposant du statut consultatif spécial auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC), ESS Forum International intervient en parallèle des grandes rencontres internationales afin de **promouvoir l'ESS** et de favoriser l'adoption de politiques publiques nationales et internationales en faveur de ce modèle. L'association a ainsi impulsé la **création du Groupe pilote international** dont elle assure le **co-secrétariat permanent** et est membre observateur de la **Task Force inter-agences de l'ONU** sur le sujet.

Le Groupe pilote international de l'économie sociale et solidaire

Né en 2014 sous l'impulsion d'ESS Forum International, le Groupe Pilote International de l'Economie Sociale et Solidaire (GPIESS) est une **plate-forme informelle de discussion et d'échanges de bonnes pratiques** sur l'économie sociale et solidaire. Présidé par un Etat – actuellement la France – il est coordonné par un secrétariat permanent composé d'ESSFI, du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI) et de la Délégation Interministérielle à l'Economie Sociale et Solidaire (DIESS).

OBJECTIFS

- **Promouvoir l'économie sociale et solidaire** à l'échelle internationale et rendre plus accessible cette forme d'entrepreneuriat ;
- **Proposer des mesures concrètes et soutenir des politiques publiques**, nationales et internationales, en faveur de l'ESS ;
- **Faire participer l'ESS à un nouveau modèle de développement**, notamment en vue de contribuer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD)

MEMBRES (au 31 décembre 2016)

- **Etats** : Colombie, Costa Rica, Equateur, France, Luxembourg, Maroc
Membres observateurs : Québec, Sénégal
- **Organisations internationales** : Task Force inter-agences de l'Organisation des Nations Unies sur l'ESS (**UNTFSE**)
- **Organisations de l'ESS** : ESS Forum International -**ESSFI**-, Alliance Coopérative Internationale -**ACI**-, Association Internationale de la Mutualité -**AIM**-, Association Internationale des Maires Francophones -**AIMF**-, Fonds Mondial pour le Développement des Villes -**FMDV**-, Forum Mondial de l'Economie Sociale -**GSEF**-, Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire -**RIPESS**-.

✦ Réunion de haut-niveau, Paris, France, 16 juin

Organisée au **Quai d'Orsay**, la réunion de travail du GPIESS, introduite par M. André Vallini, Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie, a porté sur :

- la formalisation de l'organisation et du fonctionnement du Groupe pilote, par **l'adoption d'un vade-mecum**⁴ ;
- l'état d'avancement des engagements pris lors de la signature de la **déclaration commune**⁵, adoptée par le groupe pilote en septembre 2015 à l'issue de son évènement à l'Assemblée Générale des Nations Unies, avec le **lancement de groupes de travail** sur trois thématiques :
 1. Elaboration d'un guide international des législations pour l'ESS
 2. Organisation d'une conférence internationale sur les financements de l'ESS
 3. Indicateurs pour l'ESS
- la **préparation de la réunion annuelle du GPIESS** en parallèle de la 71^{ème} Assemblée générale des Nations-Unies ;
- la **préparation de la Conférence Habitat III**, avec l'objectif de faire figurer l'ESS au Nouvel Agenda Urbain.

✦ Evénement parallèle à la 71^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies, New-York, Etats-Unis, 20 septembre

Réunis autour du thème « L'économie sociale et solidaire : secteur clef pour un développement urbain durable⁶ », les États, institutions et organisations de la société civile membres du Groupe pilote international de l'ESS ont adopté la déclaration « **L'ESS comme moyen de mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain**⁷ », préfiguration de la conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain (HABITAT III) tenue à Quito (Equateur) au mois d'octobre 2016.

Entouré de hauts représentants de gouvernements nationaux et locaux venus partager leurs expériences, le Groupe pilote a présenté **le rôle déterminant de l'économie sociale et solidaire dans la construction de villes et établissements humains durables et inclusifs**.

S'appuyant sur des initiatives concrètes, le GPIESS a démontré que l'ESS est une réponse aux défis auxquels les villes sont aujourd'hui confrontées notamment en matière de logement, de transports, de participation démocratique, de solidarité et d'inclusion. **L'ESS est ainsi porteuse d'une nouvelle efficacité, économique bien sûr, mais aussi sociale, environnementale et civique.**



[> En savoir plus](#)

⁴ Voir annexe page 30

⁵ Voir annexe page 32

⁶ Voir la note de cadrage de l'évènement page 34

⁷ Voir annexe page 38

✦ **Plaidoyer pour l'inclusion de l'ESS dans le Nouvel Agenda Urbain, 18 juillet**

Premier sommet mondial des Nations Unies après l'adoption des objectifs de développement durable (ODD), la troisième conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, **HABITAT III** a offert une occasion unique de réfléchir aux défis liés à l'urbanisation et d'adopter un **Nouvel Agenda Urbain**, durable et inclusif.

C'est dans ce contexte qu'ESSFI, en collaboration avec d'autres organisations de la société civile⁸, a adressé au mois de juillet 2016 au bureau de la conférence Habitat III un courrier plaidant pour l'inclusion de l'ESS dans le Nouvel Agenda Urbain⁹ :

« Nous croyons que le mouvement croissant de l'ESS, dans les pays en développement comme dans les pays développés, partage la vision du Nouvel Agenda Urbain et qu'il **contribue à la transformation de nos villes et de nos économies urbaines** en permettant l'accès à des **emplois décents et équitables** aux populations urbaines les plus vulnérables, le **partage des ressources** et l'approfondissement de la **démocratie participative** des villes à travers un processus de **prise de décisions collective centrée sur l'humain** que le Nouvel Agenda Urbain vise à mettre en œuvre.

L'ESS a démontré son engagement à "ne laisser personne derrière", en accomplissant une **prospérité urbaine durable, inclusive** et créant des opportunités pour toutes et tous lorsqu'il est mis en œuvre grâce à des **partenariats multi-acteurs et selon une gouvernance participative**.

Par conséquent, l'ESS doit être considérée comme une stratégie de politique urbaine du Plan de Mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain pour atteindre un

Changement de Paradigme Urbain. »

✦ **FOCUS SUR LA RECONNAISSANCE HISTORIQUE DE L'ESS DANS LE NOUVEL AGENDA URBAIN¹⁰**

Conférence Habitat III, Quito, Equateur, 17-20 octobre

Le 17 octobre, le Groupe pilote international de l'ESS a réuni des représentants institutionnels, des Maires et des organisations de la société civile lors d'un side-event dédié au **rôle central de l'économie sociale et solidaire dans la mise en œuvre stratégique du nouvel Agenda Urbain**.

Pour la première fois, l'apport de l'ESS a été reconnu par le Nouvel Agenda Urbain qui en fait mention dans son paragraphe 58 : « [...] Nous nous engageons également à relever les défis auxquels font face les communautés d'affaire locales, **en soutenant [...] les entreprises de l'économie sociale et solidaire** [...] ».



[> En savoir plus](#)

⁸ Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale Solidaire -RIPESS-, Association internationale des investisseurs dans l'Économie Sociale -INAISE-, Fonds Mondial pour le Développement des Villes -FMDV-, Forum Mondial de l'Economie Sociale -GSEF-, Habitat International Coalition -HIC-.

⁹ Voir annexe page 40

¹⁰ Voir note de cadrage de l'événement page 44

✦ *Symposium technique de la Task Force de l'ONU sur l'ESS, Rome, Italie, 3-4 novembre*

Membre observateur de la Task Force depuis 2014, ESS Forum International a pris part à l'ensemble des réunions organisées tout au long de l'année et a notamment participé au symposium technique qui a permis d'**interroger les moyens de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD)**. Cette rencontre a été l'occasion de travailler sur une planification stratégique des actions de la Task-Force.

Task Force inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire -UNTFSSSE-



Créée en 2013, la Task Force inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSSE) a pour objectif d'insuffler aux débats sur l'ESS une plus grande visibilité, notamment au sein même du système des Nations Unies.

Pour cela, les membres et observateurs de la Task Force travaillent conjointement à :

- Améliorer la reconnaissance du **rôle des entreprises de l'ESS et du développement durable** ;
- Promouvoir et **consolider les réseaux de l'ESS** ;
- Soutenir la création d'un **environnement institutionnel et politique favorable** à l'économie sociale et solidaire ;
- Coordonner les efforts internationaux et **renforcer des partenariats**.

Fin 2015, l'agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est devenue secrétaire tournant de la Task Force, lui donnant une nouvelle impulsion avec notamment la mise en place de **réunions mensuelles** et l'**arrivée de nouveaux acteurs** au poids politique certain, tels que la Commission européenne et le Quatrième Secteur américain. Lors du Symposium, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a co-présidé la Task-Force aux côtés de la FAO. Elle en assure désormais le secrétariat.

La pérennité et la force de travail de la TFSSE sont des atouts essentiels pour **promouvoir le rôle et la place de l'ESS dans la mise en place des objectifs de développement durable**.

[> En savoir plus](#)

✦ **Conférence européenne sur l'économie sociale, Bratislava, Slovaquie, 30 novembre – 1 décembre**

Dans le cadre de la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne, Bratislava (Slovaquie) a accueilli une grande conférence sur l'économie sociale sur le thème « **L'économie sociale comme clé de réponse aux défis sociétaux actuels en Europe et dans le monde** ». La dimension extérieure de l'économie sociale a pu être abordée autour d'une table ronde organisée et animée par ESS Forum International au titre de son rôle de secrétaire permanent du Groupe Pilote International de l'ESS.

✦ **Lancement du groupe de travail sur les financements de l'économie sociale et solidaire, Paris, France, 8 décembre**

Thématique au cœur des préoccupations des acteurs de l'économie sociale et solidaire, **les financements de l'ESS constituent un des axes de travail prioritaires du Groupe pilote international.**

Ainsi, l'objectif du Groupe pilote est d'organiser une conférence sur le sujet qui, s'inscrivant dans l'agenda international pour le financement du développement en contribution à la **mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba**, entend faciliter l'établissement d'écosystèmes financiers favorables au développement de l'ESS et adaptés aux spécificités des pays.



Aussi, un groupe de travail, composé des membres du GPIESS et ouvert aux experts et personnalités, a été constitué, avec pour objectif de réaliser des travaux préalables et documents d'orientation qui viendront alimenter la future conférence internationale.

La réunion de lancement du groupe de travail sur les financements s'est concentrée sur **l'état des lieux du financement de l'économie sociale et solidaire**, en identifiant non seulement les **besoins et attentes des acteurs** de l'ESS, mais également en s'interrogeant sur leurs **difficultés à accéder au financement**¹¹.

Quatre axes de réflexion ont ainsi plus précisément été abordés :

- La diversification, l'utilisation des nouvelles technologies et l'accessibilité aux financements pour l'ESS de l'ensemble des acteurs ;
- Les coalitions d'acteurs, partenariats et plateformes multi-acteurs et, plus largement, les logiques d'intervention et la complémentarité des acteurs pour favoriser les financements ESS ;
- Les régulations afférentes ;
- La contribution de l'ESS aux objectifs de développement durable et le passage à l'échelle.

Première étape en vue de la conférence internationale, cette réunion sera suivie en 2017 d'autres rencontres et conférences régionales sur le sujet, au Québec et au Costa-Rica notamment.

¹¹ Voir note de cadrage de la réunion page 46

PARTIE 2 : GOUVERNANCE ET VIE ASSOCIATIVE



❖ Conseil d'Administration & Bureau



Thierry Jeantet,
Président



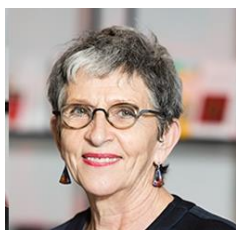
Gérald Larose
Vice-président
Caisse d'ES
Desjardins



**Jean-Philippe
Poulnot**
Vice-président
Groupe Up



Dominique Thys
Trésorier
Maif



Nicole Alix,
Secrétaire
Crédit Coopératif



Abdou Salam Fall
Président du
Com. Scientifique
LARTES-IFAN



**Jean-Louis
Bancel**
Administrateur
Crédit Coopératif



Léopold Beaulieu
Administrateur
Fondation



**Abdeljalil
Cherkaoui**
Administrateur
RAESS



**Philippe
Da Costa**
Administrateur
Macif



David Dao
Administrateur
Kafo Jiginew



Claude Dorion
Administrateur
DSI



Laurence Kwark
Administratrice
GSEF



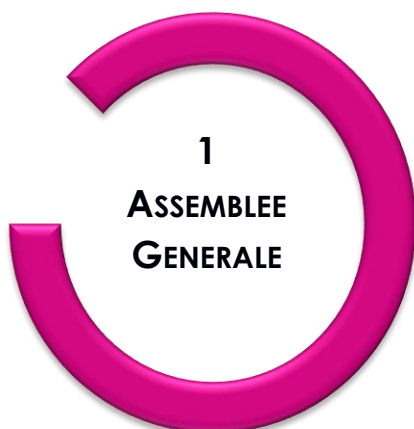
Delphine Lalu
Administratrice
AG2R La Mondiale



Yasy Morales
Administratrice
Aq'ab'al



Marnic Speltdoorn
Administrateur
P&V



❖ **Equipe permanente**



Anne-France Piteau
Directrice Générale



Mariyana Amova
Secrétaire du Comité
Scientifique



Mélanie Luchtens
Responsable
Communication & Projet



Manuela Buitrago
Stagiaire chargée de projets
et de vie associative



Mouloud Ouamrane
Stagiaire chargé d'étude

❖ Membres

En 2016, l'association a eu le plaisir d'accueillir trois nouveaux membres : **l'association Global Social Economy Forum (GSEF), le Réseau Africain de l'ESS (RAESS) et la coopérative Vega Real.**

Afrique



Guinée



Acteurs pour
une économie solidaire
Togo



Appui à la Microentreprise
Comores



Association pour la Promotion
de la Femme et de l'Enfant
Mali



FITAFAM
Madagascar



Mali



Laboratoire de recherche sur les
transformations économiques et sociales
Institut Fondamental d'Afrique Noire
Sénégal



Partenariat France & Afrique
pour le codéveloppement
Cameroun



Réseau Africain de l'ESS
Afrique

Amérique



Costa Rica



Desjardins
Caisse d'économie solidaire
Canada



Canada



Institut de développement
de l'économie associative
République
Dominicaine



Canada



VEGA REAL
République
Dominicaine



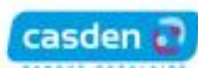
Forum mondial de
l'économie sociale
Corée du Sud

Asie

Europe



AG2R LA MONDIALE
France



France



France



France



assureur militant
France



GROUPE P&V
Belgique



France

❖ Partenaires

NOS PARTENAIRES



DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE À
L'ÉCONOMIE
SOCIALE ET
SOLIDAIRE



Inter-Agency Task Force on
Social and Solidarity Economy



ANNEXES

RASSEMBLER LES LEADERS ET ACTEURS DE L'ESS 21-22

Forum Mondial de l'Economie Sociale -GSEF 2016- 22

Déclaration finale 22

Forum Panafricain de la Jeun'ESS 24

Déclaration commune 24

CO-CONSTRUIRE DES PROJETS DURABLES ET INCLUSIFS 26-29

Focus sur quelques initiatives durables et inclusives.....26

Ecoturismo Mapuche, Chili 26

Parc éolien de Middelgrunden, Danemark 27

Nutri'zaza, Madagascar 28

Navdanya, Inde 29

INFLUENCER LES POLITIQUES ET AGENDAS POUR L'ESS 30-43

I. Le Groupe pilote international de l'ESS 30

Vade-mecum 30

Déclaration commune 32

II. Événement parallèle à la 71^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies 34

Note de cadrage de l'événement 34

Déclaration « L'ESS : secteur clef pour un développement urbain durable » 38

III. Conférence Habitat III 40

Plaidoyer pour l'inclusion de l'ESS dans le Nouvel Agenda Urbain 40

Note de cadrage du side-event 44

IV. Groupe de travail sur le financement de l'ESS 46

Note de cadrage de la réunion de lancement du groupe de travail 46



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale



Déclaration de GSEF2016 à Montréal

Contexte actuel

Partout sur la planète, nous constatons un accroissement des inégalités de revenus, une polarisation des sociétés, une exclusion sociale persistante ou croissante et une incapacité à résoudre les défis écologiques. À cela s'ajoute un défi politique de taille : piloter la croissance urbaine en garantissant une qualité de vie convenable, un accès aux services de base aux citoyens (logement, eau, assainissement des territoires, énergie, transport, sécurité, etc.) et un environnement favorable à l'épanouissement et à la prise en charge individuelle et collective.

Engagement en faveur de l'économie sociale et solidaire

Nous, les 1 500 personnes présentes au Forum GSEF2016 à Montréal, provenant de 330 villes de 62 pays, réaffirmons avec force qu'une ville plus intelligente, équitable et durable est possible et qu'un modèle de développement économique qui place l'être humain au centre de l'activité économique, sociale et politique existe. Nous l'appelons *économie sociale et solidaire (ÉSS)*.

L'ÉSS vise simultanément l'efficacité économique, l'inclusion sociale, un développement durable et une participation accrue au fonctionnement de l'économie et du développement urbain. Les coopératives, les entreprises communautaires, les entreprises sociales, les mutuelles de crédit et d'assurance, la finance solidaire, les institutions à but non lucratif constituent ensemble l'ÉSS. Le secteur philanthropique et les investisseurs sociaux contribuent également à son développement. Bref, l'ÉSS englobe tous ceux qui ne placent pas le profit accru comme objectif principal ou exclusif de leurs activités économiques. Pour progresser, cette ÉSS doit prendre toute sa place aux côtés de l'économie privée et du secteur public.

L'ÉSS est essentielle pour l'ensemble des sociétés et interpelle notre modèle actuel de développement. Elle est particulièrement un gage d'espoir pour les personnes et les groupes vulnérables qui ne trouvent pas d'emplois décents, de logements ou des services adaptés et accessibles et dont l'existence n'est pas conforme aux standards minimums des conditions de vie. L'ÉSS soutient un modèle de développement qui protège l'environnement grâce à la propriété collective des ressources naturelles et un mode de production durable. L'ÉSS est aussi le fondement d'une revitalisation de la démocratie participative par l'action citoyenne au cœur de l'activité économique et sociale. Le système de participation démocratique et de prise de décision, inhérent à l'ÉSS, est indispensable pour faire face à nos défis.

Outre l'État, il y a les villes, les collectivités territoriales et l'action collective

Ces défis auxquels sont confrontés l'humanité ne peuvent être résolus par un seul pays. Les contributions des communes, des villes et des collectivités territoriales sont aussi indispensables, d'autant plus que les

gouvernements locaux sont plus proches des citoyens et permettent de promouvoir une démocratie vivante et de reconnaître le droit à la cité.

Relever ces défis exige également une gouvernance partagée avec les citoyens, soutenus par le milieu académique, de manière à renforcer l'expertise et la capacité des gouvernements locaux et ainsi à mieux répondre aux besoins et aspirations des citoyens. Nous partageons la conviction que l'ÉSS contribue à l'élaboration d'un nouveau modèle de développement par des changements de mentalité et des façons de faire.

Ainsi, nous réaffirmons notre volonté de solidarité internationale pour faire face à ces défis par la diffusion d'information, l'échange de bonnes pratiques, le soutien mutuel pouvant même inclure des transferts financiers. Cette solidarité se manifeste notamment par l'action publique pour organiser un monde plus équitable et l'élaboration d'un agenda international pertinent pour l'avenir.

Finalement, nous réaffirmons notre engagement à coopérer avec le GSEF afin de promouvoir l'ÉSS comme un moyen significatif pour résoudre les défis actuels, entre autres lors de la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies et du Nouvel Agenda Urbain d'Habitat III visant notamment à atteindre une meilleure qualité de vie dans les villes reflétant les aspirations de ses habitants.

Résolutions

En s'appuyant sur la force de la Déclaration de Séoul 2013, pour favoriser le développement de nos villes, nous nous engageons à :

1. Reconnaître le rôle central des organisations de l'ÉSS pour surmonter les défis actuels et promouvoir une démocratie participative renouvelée;
2. Multiplier les espaces de gouvernance participative;
3. Construire un mouvement inclusif pour tous les hommes et toutes les femmes, de tous âges et de toutes origines;
4. Construire des partenariats publics-privés-collectifs pour répondre aux besoins et aux aspirations de nos communautés;
5. Partager nos visions, nos expériences et nos réussites afin de promouvoir l'innovation sociale, notamment par le biais des activités du C.I.T.I.E.S., partenaire stratégique du GSEF.
6. Reconnaître et soutenir les jeunes comme des acteurs importants pour l'avenir du mouvement de l'ÉSS.



Déclaration du Forum Panafricain de Lomé 2016

« Jeunesse africaine, actrice d'un développement humain et solidaire »

Du 17 au 22 octobre 2016, à Lomé capitale du Togo, le Forum Panafricain de la Jeun'ESS a réuni une trentaine de jeunes entrepreneurs venant du Togo, du Bénin, du Mali, du Burkina-Faso, de la France, de l'Italie, et du Canada autour du thème : « **Jeunesse africaine, actrice d'un développement humain et solidaire** ». Ces jeunes, candidats à une autre alternative de développement et d'une autre voix pour la jeunesse se déclarent :

Convaincus de leurs capacités à faire avancer les choses autrement,

Conscients que le développement peut être envisagé au pluriel avec les expériences partagées

Conscients des diverses interactions qui caractérisent le monde de notre temps et de la globalité des opportunités tout comme les contraintes,

Engagés à travailler ensemble dans divers creusets de jeunes

Conscients de l'apport que constitue la mutualisation des énergies. Ils s'engagent :

- 1) A continuer les travaux du forum à travers une plateforme web et divers outils de communication.
- 2) A créer une plateforme web pour le financement de l'entrepreneuriat des jeunes.
- 3) A mettre en place de rencontres périodiques pour le suivi et l'évaluation des projets des jeunes entrepreneurs.
- 4) Lancent un appel aux autres jeunes entrepreneurs pour former un bloc beaucoup plus large et fort.
- 5) Encouragent les jeunes à s'engager dans les structures d'économie sociale et solidaire.
- 6) Souhaitent une étroite collaboration avec le RAESS (le Réseau Africain d'Economie Sociale et Solidaire) et le Forum National des Jeunes sociétaires des Banques du Crédit Coopératifs Italiens (FEDERCASSE)

- 7) Proposent qu'une autre ville du Togo accueille le forum de 2017, lequel décidera de la tenue du forum de 2018 qui a vocation à être accueilli par un autre pays africain.
- 8) Remercient tous les participants notamment ceux canadiens, français et les partenaires qui ont rendu possible leur participation sans oublier les partenaires locaux et les organisateurs.
- 9) Apprécient l'apport du gouvernement togolais, notamment le ministère du développement à la base et le remercient.
- 10) Souhaitent le renforcement de liens entre le gouvernement et les structures sociales

Conclusion

Ensemble, on voit mieux ! C'est ce qui peut résumer les sentiments des uns et des autres lors de ces cinq jours de travaux où très peu de place a été faite pour les présentations théoriques. Pour l'essentiel, ce sont les partages d'expériences, de pratiques des « communs », des visites de sites, des échanges avec les représentants des organismes accompagnant les jeunes entrepreneurs ici ou ailleurs et des interrogations concrètes sur le développement et l'entrepreneuriat des jeunes, qui ont occupé ces cinq journées. C'est ce qu'APES Togo a voulu, et, c'est ce qui a été fait. Grosso modo, les jeunes ont vu au-delà des contraintes toutes les possibilités qu'ils peuvent créer se disant ainsi que le monde est à leur portée !

Lomé le 22 Octobre 2016

Le forum

Chili • Ecoturismo Mapuche, Valle de Cayucupil - Parque Nacional Nahuelbuta



Lieu : commune de Cañete, territoire de Cayucupil, région du Bío Bío, Chili

Début du projet : 2009

Nombre de bénéficiaires : plus de 3 657 personnes

Organisation : Corporación Mapuche Nahuelbuta

« Nous constituons des réseaux pour la valorisation du patrimoine historique, culturel et naturel du peuple mapuche labquenche. »

La Corporación Mapuche Nahuelbuta, qui associe les représentants des communautés mapuches, a lancé ce projet réussi de tourisme thématique entièrement autogéré, dans le but clair et unique d'atteindre les objectifs de protection et de conservation de son patrimoine historique, culturel et naturel. Ce projet permet également de diversifier les pratiques productives de la région, principalement forestières, en améliorant les conditions de travail et de vie des personnes qui y participent.

L'initiative Ecoturismo Mapuche, Valle de Cayucupil – Parque Nacional Nahuelbuta (Écotourisme mapuche, Vallée de Cayucupil – Parc national Nahuelbuta), qui a été élue meilleur projet d'économie sociale et de développement durable au Chili en 2009, est conçue pour une mise en œuvre progressive en fonction de la capacité d'investissement de ses membres, notamment le Centre de production d'aliments et de gastronomie interculturelle, la ferme pédagogique environnementale mapuche, ou encore le Centre d'hébergement et de services Nahuelbuta - Parc national Nahuelbuta.

Aujourd'hui, les personnes appliquant ce modèle de gestion ont établi des auberges rurales dans les communautés de la vallée de Cayucupil et de la zone de Pangué. Les visiteurs y sont accueillis par les familles mapuches, qui leur proposent des services d'hébergement, de restauration, d'artisanat, de travaux agricoles, de découverte de la culture locale ainsi que des visites guidées diurnes et/ou nocturnes dans des zones de protection et de conservation de la nature ainsi que diverses activités de loisirs, notamment des promenades à cheval, du trekking et de la pêche.

La Corporación Mapuche Nahuelbuta, membre permanent de FSC Chile (Forest Stewardship Council Chili) et de la Cámara de Comercio, Turismo y Gastronomía de Cañete (Chambre de commerce, de tourisme et de gastronomie de Cañete), a passé des accords de coopération et de travail, notamment avec la Corporación Nacional Forestal de Chile (CONAF) (Corporation nationale forestière du Chili) et le Museo Mapuche de Cañete Juan Cayupi (Musée mapuche de Cañete Juan Cayupi), deux organismes dépendant de l'état chilien. L'organisation a ainsi pu consolider ce modèle de gestion coordonnée sur le territoire et sur la base des principes qui caractérisent sa culture, à savoir une économie solidaire, équitable, juste et respectueuse de l'environnement.

Références :

www.parquenahuelbuta.cl

www.nahuelbuta.org

Contact : contacto@nahuelbuta.org



Danemark • Le parc éolien de Middelgrunden

Lieu : Copenhague, Danemark

Lancement du projet: 1996

Coopérative, municipalité

Nombre de membres : Environ 10 000 membres

Nombre de foyers approvisionné en électricité : 40 000



Les grandes villes détiennent le potentiel pour développer des sources d'énergie alternatives permettant d'approvisionner une partie de leurs énormes besoins énergétiques. C'est ce que démontre la ville de Copenhague grâce à un projet utilisant l'énergie éolienne d'un parc installé à ses abords.

Doté d'un bon potentiel éolien et propice à l'installation d'un parc par la présence de hauts-fonds, le détroit de Øresund aux abords de Copenhague fait naître une idée de projet visant à alimenter la capitale danoise en électricité produite par l'énergie éolienne. En 1996, le *Copenhagen Environment and Energy Office* (CEEEO) démarre un groupe d'étude afin de cartographier le potentiel éolien du détroit, en regroupant des spécialistes, mais également de nombreux citoyens de Copenhague intéressés à l'énergie éolienne. Les 20 turbines du parc éolien sont inaugurées en mai 2001 et fournissent ensemble 40 MW, ce qui représente environ 4 % de la consommation d'électricité de Copenhague. Le projet est le premier du genre basé sur la forme coopérative et la vente de parts à des consommateurs ordinaires. En effet, la *Middelgrunden Wind Turbine Cooperative* regroupe actuellement environ 10 000 membres, des résidents de Copenhague ou étrangers ainsi que des compagnies.

Le projet du parc éolien de Middelgrunden vise à contribuer à l'approvisionnement en énergie durable pour la ville de Copenhague. Son principal objectif est de créer un partenariat pour la production d'électricité par l'installation et la gestion d'un parc éolien. En effet, le parc éolien est partagé 50/50 entre la coopérative éolienne de Middelgrunden et les services publics de la municipalité de Copenhague, la *Copenhagen Energy Company*. Elles gèrent chacune 10 turbines, selon un accord de partenariat signé pour une durée de 25 ans. L'élaboration d'une partie du projet en une forme coopérative permet d'intégrer la population dans la promotion et l'utilisation de l'énergie durable, tout en temporisant les défauts de l'énergie éolienne, notamment la pollution visuelle qu'entraîne l'installation d'un parc éolien aux abords d'une grande ville. L'adoption d'une forme coopérative a de plus fourni une crédibilité au projet, tant face aux politiciens qu'au public. La compagnie appartenant à la municipalité permet quant à elle de répondre aux besoins techniques et d'aller chercher les contractants nécessaires aux travaux.

Références :

CEEEO, « The Middelgrunden Off-Shore Wind Farm » www.ontario-sea.org/Storage/29/2118_doc1.pdf

Gabel, Johanne & Rune Staehr, « Environmental Stories from Copenhagen – The Environmental Capital of Europe » (2003):

<http://web.archive.org/web/20070706184255/http://www.cece.dk/EE0911AA-D9A1-49E8-9CA2-332E37BBA568>

www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel_WORLD%20SUSTAINABLE%20ENERGY%20DAY%202001.pdf

Larsen, Jens H., « Organisation of wind power in Copenhagen. The Middelgrunden off-shore project », (1999):

[www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel%20Organisation%20of%20wind%20power%20in%20copenhagen\(1\).pdf](http://www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel%20Organisation%20of%20wind%20power%20in%20copenhagen(1).pdf)

LORC, « Datasheet for site: Middelgrunden offshore wind farm » (2011):

www.lorc.dk/Knowledge/Offshore-renewables-map/Offshore-site-datasheet/Middelgrunden-Offshore-Wind-Farm/000006

Middelgrundens Vindmøllelaug, En ligne. www.middelgrunden.dk/middelgrunden/?q=en#16

Madagascar • Nutri'zaza

Lieu : Madagascar

Lancement du projet : 2002 sous forme d'ONG, 2013 sous forme d'entreprise sociale à but non lucratif

Chiffre d'affaire : non communiqué



A Madagascar, la malnutrition touche près d'un enfant sur deux. En cause : la faible qualité de l'alimentation reçue par les enfants, notamment ceux issus des familles défavorisées (pratiques d'allaitement inadéquates, aliments de complément de qualité nutritionnelle très insuffisante). En 1998, le Gret, l'IRD et l'Université d'Antananarivo s'unissent dans le cadre du projet Nutrimad pour concevoir des méthodes efficaces pour lutter contre la malnutrition à Madagascar. Ils conçoivent une stratégie visant notamment à diffuser au plus grand nombre un aliment de complément de qualité, indispensable à partir du 6^e mois de l'enfant en complément du lait maternel. Elle s'articule autour de trois piliers :

- la sensibilisation, l'éducation nutritionnelle des familles par des animatrices du quartier, préalablement formées ;
- la mise au point d'un aliment de complément de bonne qualité nutritionnelle : la Koba Aina. Cette farine est fabriquée à partir de matières premières locales (sauf pour les vitamines et les minéraux) par l'entreprise Taf
- la mise en place d'un réseau original de distribution, les restaurants pour bébés ou « Hotelin-jazakely ». Des animatrices y préparent et vendent les bouillies préparées à base de Koba Aina.

Depuis l'ouverture du premier Hotely en 2000, 15 millions de repas ont été distribués. Au fil du temps, de l'expérience acquise (dont deux ans de collaboration avec Danone nous permettant d'améliorer les techniques de ventes), des moyens obtenus pour agir en faveur de ces populations, il a été possible de développer progressivement le réseau des Hotelin-jazakely et d'en améliorer le fonctionnement. En quelques années, il est devenu évident que cette offre répond à un besoin à long terme des familles, et qu'il fallait chercher à la pérenniser. En 2008, après plusieurs réflexions et tentatives pour pérenniser les restaurants dans les communes sous la forme d'association d'animatrices, le statut d'entreprise est apparu le modèle le plus adéquat et le plus viable. C'est ainsi qu'est née l'entreprise sociale Nutri'zaza.



Avec quatre partenaires, Taf, le producteur de la Koba Aina, APEM, une association locale, ainsi que deux fonds d'investissements français, I&P et la Sidi, le Gret a élaboré les démarches nécessaires à la constitution de Nutri'zaza. Sous la forme d'une société anonyme de droit malgache, Nutri'zaza reprend les trois piliers du projet Nutrimad, et gère et développe le réseau des « Hotelin-jazakely ». Un plan d'affaires sur cinq ans a été conçu, et l'équilibre économique est possible pour un réseau d'une centaine d'hotely. La création de Nutri'zaza bénéficie d'un fonds de démarrage de l'Agence française de développement et des investissements en capital des cinq actionnaires.

Références :

<http://www.gret.org/2012/12/nutrizaza-le-social-business-contre-la-malnutrition-a-madagascar/>

<http://www.gret.org/publication/le-business-social-pour-lutter-contre-la-malnutrition-infantile-lelaboration-dun-service-de-vente-daliments-pour-jeunes-enfants-a-madagascar-1997-2008/>

<http://www.youphil.com/fr/article/07441-gret-malnutrition-madagascar-entreprise-sociale?ypcli=ano>

http://www.lemonde.fr/les-grands-prix-de-la-finance-solidaire/article/2015/11/03/a-madagascar-une-potion-magique-contre-la-malnutrition_4801959_3478565.html

Inde • Navdanya

Lieu : Inde

Lancement du projet : 1987

Organisation Non Gouvernementale

Nombre de membres : Plus de 500 000 familles d'agriculteurs



Navdanya se décrit comme un mouvement dirigé par des femmes, centré sur la protection de la diversité biologique et culturelle. Il s'agit d'un réseau de producteurs de semences biologiques actifs dans 16 provinces indiennes, en particulier dans les régions rurales touchées par la pauvreté. L'éducation du public, la recherche et la revalorisation des connaissances indigènes font partie des objectifs de Navdanya, ainsi que la protection des droits alimentaires face aux défis de la mondialisation et des changements climatiques.

Le mouvement Navadnya a vu le jour en 1987, quelques années seulement après la tragédie de Bhopal, lors de laquelle des milliers de personnes ont trouvé la mort à la suite de l'explosion d'une usine de pesticides. Elle est officiellement enregistrée en tant que fiducie en 1991. L'organisation non gouvernementale a mis sur pied une cinquantaine de banques de semences communautaires et a formé plus de 500, 000 fermiers à la souveraineté alimentaire et à l'agriculture durable. De plus, le réseau de commerce local et équitable de Navdanya est le plus important au pays.

La mission du groupe consiste à donner le pouvoir aux agriculteurs éloignés et marginalisés, et leur permettre d'accéder à la sécurité alimentaire, tout en protégeant la biodiversité des semences. Il est actif partout en Inde, et ne fait aucune discrimination en ce qui a trait au sexe, à la religion ou à la caste des participants. Il est aussi impliqué auprès des enfants et des femmes, à travers le programme « Diverse Women for Diversity ». Navdanya donne aux femmes le pouvoir et la responsabilité de conserver et transmettre le savoir sur la nutrition saine ainsi que sur la diversité biologique et culturelle.

À l'international, Navdanya a mené plusieurs campagnes contre l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), la biopiraterie, et la brevetabilité des organismes vivants. Le mouvement a remporté plusieurs victoires, notamment en faisant retirer aux États-Unis un brevet de la compagnie RiceTec sur le riz Basmati modifié en 2001, et contre MONSANTO en 2004, qui s'est vu retirer son brevet sur une variété de blé indien à l'Office européen des Brevets.

Navdanya est reconnu internationalement, et la fondatrice, Dr Vandana Shiva, est récipiendaire de plusieurs prix reconnaissant son implication. Elle a notamment reçu le *Right Livelihood award*, le *Earth Day international award*, et le *Global 500*.

Références

www.navdanya.org/

GROUPE PILOTE INTERNATIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

www.contact@leadinggroupsse.org

VADE-MECUM

CREATION & OBJECTIFS DU GROUPE PILOTE

Le groupe pilote international de l'économie sociale et solidaire –GPIESS-, créé en 2014, est une plate-forme informelle de discussion et d'échanges de bonnes pratiques sur l'économie sociale et solidaire –ESS-.

Le groupe pilote a pour objectif de promouvoir l'économie sociale et solidaire à l'échelle internationale et de rendre plus accessible cette forme d'entrepreneuriat. Il entend ainsi proposer des mesures concrètes et soutenir des politiques publiques, nationales et internationales, en faveur de l'ESS.

Le groupe pilote se donne pour mandat de renforcer la connaissance de l'ESS et de la faire participer à un nouveau modèle de développement, notamment en vue de contribuer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

Sa déclaration commune, adoptée lors de l'évènement de haut niveau organisé en parallèle de la 70^{ème} Assemblée générale de l'ONU, reconnaît l'ESS comme l'un des vecteurs stratégiques de transformation pour la réalisation intégrée ODD dans toutes leurs dimensions notamment au travers de son rôle en faveur de la création d'emplois décents, y compris des jeunes et des femmes, ainsi qu'à l'extension de la protection sociale, de son mode alternatif d'entreprendre -qui a su à la fois se développer, créer de l'emploi et se montrer plus résilient que d'autres modèles économiques-, et de sa contribution à la réduction de l'empreinte écologique d'activités économiques.

MEMBRES DU GROUPE PILOTE

Le groupe pilote rassemble aujourd'hui 6 Etats membres et 2 Etats observateurs, de nombreuses organisations internationales et organisations de la société civile :

PAYS : Colombie, Costa Rica, Equateur, France, Luxembourg, Maroc ; **MEMBRES OBSERVATEURS** : Québec et Sénégal

ORGANISATIONS INTERNATIONALES : Task force inter-agences de l'Organisation des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire -comprenant UN-RISD, ONU-SLNG, OIT, PNUD, UN-DESA, OCDE, CNUCED, CEPAL, FAO, OMS, PNUE, UNESCO, ONUDI, UNECE, ESCWA, UN-Habitat, ONU-femmes, PAM, TDR, ONUSIDA-.

ORGANISATIONS DE L'ESS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : Association Les Rencontres du Mont-Blanc – Forum International des Dirigeants de l'Économie Sociale et Solidaire -RMB/FIDESS-, Alliance Coopérative Internationale -ACI-, Association Internationale de la Mutualité -AIM-, Association Internationale des Maires Francophones -AIMF-, Fonds Mondial pour le Développement des Villes -FMDV-, Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire –RIPESS-.

GROUPE PILOTE INTERNATIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

www.contact@leadinggroupsse.org

VADE-MECUM

FONCTIONNEMENT DU GROUPE PILOTE

Le groupe pilote est une enceinte informelle, un espace d'échange collaboratif dans lequel chaque membre apporte son expertise, ses bonnes pratiques, ses initiatives et ses spécificités pour le développement de l'ESS. Il est présidé par un Etat et est cordonné par un secrétariat permanent.

PRESIDENCE DU GROUPE PILOTE

La présidence du groupe pilote est tournante. D'une durée de deux ans, elle est assurée par un pays membre désigné par consensus sur la base des candidatures exprimées. La présidence sortante est nommée vice-présidente pendant un an et appuie à ce titre la présidence dans ses fonctions.

Assurer la présidence du groupe pilote implique les responsabilités suivantes :

- Etre le porte-parole du groupe pilote pour diffuser ses messages auprès de la communauté internationale et ainsi jouer un rôle de chef de file dans la promotion de l'ESS, notamment au sein de l'ONU.
- Etablir et mettre en œuvre une feuille de route pour les deux ans de sa présidence en collaboration avec le secrétariat permanent.
- Organiser les sessions de travail de haut niveau et la mise en œuvre des initiatives et événements de haut niveau (a minima une session de travail et un événement par an) décidés par le groupe en lien avec le secrétariat permanent.

Le groupe pilote est présidé par la France pour la période 2015 2017.

SECRETARIAT PERMANENT DU GROUPE PILOTE

L'action du groupe pilote est coordonnée par un secrétariat permanent, chargé d'établir, faire valider et assurer le suivi du plan de travail de la déclaration commune, d'organiser les sessions de travail techniques afférentes et la mise en œuvre des initiatives décidées par le groupe. Dans l'exécution de ses fonctions, le secrétariat permanent s'appuie sur les référents techniques et les contacts de haut niveau désignés par les membres du groupe pilote.

Il est assuré par l'association RMB-FIDESS en collaboration avec le Secrétariat d'Etat français au Développement et à la Francophonie et le Secrétariat d'Etat français en charge de l'économie sociale et solidaire.

ADHESION AU GROUPE PILOTE

Tout pays ou organisation peut demander l'adhésion à cette enceinte par note verbale ou lettre adressée à la présidence du groupe pilote et au secrétariat permanent (RMB-FIDESS).

L'adhésion implique la signature de la déclaration commune du groupe pilote adoptée à l'issue de l'évènement de haut niveau organisé par le GPIESS en parallèle de la 70ème Assemblée générale de l'ONU en septembre 2015.

DECLARATION COMMUNE DU GROUPE PILOTE INTERNATIONAL DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Pour des politiques publiques soutenant l'ESS pour le développement durable
Événement de haut niveau 28 septembre 2015, New-York

Nous, **Etats membres** du Groupe Pilote International de l'Economie Sociale et Solidaire¹²,

En présence notamment de représentants d'agences de l'ONU membres et observateurs de la **Task Force inter-agences des Nations Unies sur l'ESS (UNTFSSSE)**¹³ et les **organisations internationales de la société civile membres** du Groupe Pilote International de l'ESS¹⁴,

Réunis à New-York le 28 septembre 2015, à l'occasion de la 70^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui vient d'adopter la Déclaration finale « Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le développement durable »,

Nous référant à cette Déclaration, sommes convaincus que l'Economie sociale et solidaire, dans la diversité des formes qu'elle revêt dans le monde, constitue l'un des **vecteurs stratégiques de transformation pour la réalisation intégrée des nouveaux objectifs de développement durable (ODD) dans toutes leurs dimensions** notamment au travers de son rôle en faveur de la création d'emplois décents, y compris des jeunes et des femmes, ainsi qu'à l'extension de la protection sociale, de son mode alternatif d'entreprendre - qui a su à la fois se développer, créer de l'emploi et se montrer plus résilient que d'autres modèles économiques-, et sa contribution à la réduction de l'empreinte écologique d'activités économiques,¹⁵

Sommes également persuadés que la **maîtrise du changement climatique et des chocs résultant de crises économiques**, passe par une résilience plus grande des ménages et des communautés, pour développer leurs capacités d'adaptation et de créations d'alternatives, avec des solutions de réduction de risques, des possibilités de mobilité et de création de nouvelles formes de richesses,

Affirmons que l'ESS est un moyen de mise en œuvre stratégique pour la réalisation des ODD et en ce sens doit être soutenue par des politiques adaptées, que nous demandons aux Etats membres de l'ONU de mettre en place et aux agences de l'ONU de favoriser, notamment :

- **des cadres juridiques et politiques publiques propices** au développement de l'ESS (lois-cadres, lois d'orientation de l'ESS) marquant la reconnaissance de l'ESS comme secteur à part entière dans une pluralité des modèles économiques, grâce notamment à des mesures fiscales spécifiques, l'accès des entreprises de l'ESS aux aides publiques et à la commande publique, l'inclusion de l'ESS dans les systèmes éducatifs nationaux,
- des « **partenariats publics/économie sociale et solidaire durables** », conçus dans un esprit de réinvestissement des bénéfices dans l'objectif social ou environnemental,

¹² Colombie, Costa Rica, Equateur, France, Luxembourg, Maroc, puis Québec et Sénégal (observateurs). Signataires en date du 28.09.15 : Colombie, Costa Rica, France, Maroc

¹³ UNRISD, ONU-SLNG, OIT, PNUD, UN-DESA, CNUCED, CEPAL, FAO, OMS, PNUE, UNESCO, ONUDI, UNECE, ESCWA, UN-Habitat, ONU Femmes, WFP, TDR, ONUSIDA. L'OCDE en est également membre. Observateurs : EESC, EMES, GSEF, ACI, MedESS, RMB, RIPESS

¹⁴ Association Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire, Alliance Coopérative Internationale (ACI), Association Internationale de la Mutualité (AIM), Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV), Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS),

¹⁵ Définition de l'ESS par l'UN Taskforce sur l'ESS : « une variété de formes d'organisations basées sur divers contextes historiques et produisant des biens et des services pour leurs membres ou leur communauté, qui se fonde sur la primauté de la personne sur le capital sur une perspective de long-terme, la participation des membres-parties prenantes dans la gouvernance de l'organisation et le réinvestissement des bénéfices pour leur mission. L'ESS inclut les coopératives et les autres formes d'entreprises sociales, de groupes d'entraide de femmes, d'organisations communautaires, d'associations de travailleurs de l'économie informelle, d'ONG de prestation de services et de plans de financement solidaire, entre autres ».

- **le renforcement de financements adaptés**, y compris la création ou renforcement de plateformes permettant le déploiement de capital à long terme et à bas coût de sources publiques et privées tels que les fonds verts pour le climat, la promotion d'entreprises collectives et sociales durables dans le cadre de partenariats publics/ESS à travers le monde,
- **le renforcement des connaissances sur l'ESS** par la recherche et l'analyse, la collection de bonnes pratiques en matière de cadres juridiques et politiques publiques favorables ainsi que d'initiatives innovantes des acteurs de l'ESS, notamment pour évaluer son potentiel de réalisation des ODD. Cette masse critique de connaissances permettra d'identifier les conditions nécessaires pour la croissance et le changement d'échelle de l'ESS, ainsi que par la collection de données statistiques pertinentes à l'ESS afin notamment d'évaluer son poids économique dans les pays,
- **La mise en avant des programmes de formation** pour assurer que les partenariats publics/ESS respectent les principes fondamentaux de l'ESS, génèrent des produits et services de qualité répondant aux besoins locaux à prix abordables, soient financièrement viables à moyen et long termes et que les collectivités locales et autres acteurs aient les capacités et les outils pour développer et mettre en œuvre des stratégies et partenariats ESS,

Demandons **la prise en compte de l'ESS dans les divers processus de suivi et de révision des ODD, ainsi que la mobilisation de moyens supplémentaires pour que les agences de l'ONU et leurs partenaires** puissent faciliter le changement d'échelle de l'ESS,

En conséquence :

Soutenons le projet de **création d'un guide juridique international portant sur les législations de l'économie sociale et solidaire**,

Appelons, à tenir une **Conférence Internationale sur le financement de l'ESS** (notamment en contribution à la mise en œuvre de l'Agenda d'action d'Addis Abeba) pour étendre les financements actuels de diverses institutions de financement pour le développement,¹⁶ ainsi que de sources de financement innovants, en lien avec ceux des banques coopératives, les établissements de Micro-Finance et autres plateformes pour renforcer les financements destinés aux entreprises et organisations de l'ESS dans le monde, comparer leurs expériences et projets, envisager des coopérations entre elles et faciliter la mise en réseau des acteurs clés,

Entendons également contribuer à la mise **en œuvre de nouveaux indicateurs de richesse**, ou parfaire des indicateurs existants en complément du PIB, quantitatifs et qualitatifs, qui permettront de mesurer l'impact de ce secteur sur l'économie nationale et locale, sur le développement humain et le développement durable de nos pays, avec une attention particulière sur les échanges non marchands.

¹⁶ Par exemple, la Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement, Banque Inter Américaine de Développement, Banque Centroaméricaine d'Intégration Économique, Banque Européenne d'Investissement, Nouvelle Banque de Développement et diverses banques publiques de développement nationales.

Evènement de haut niveau

En parallèle de l'Assemblée Générale des Nations Unies, New-York

"L'économie sociale et solidaire : secteur clef pour un développement urbain durable"

New York, Siège des Nations Unies

Mardi 20 septembre 2016, de 17h30 à 19h30, Salle de Conférences 8

Organisateurs de l'évènement

La France, au nom du Groupe Pilote international de l'Economie Sociale et Solidaire (GPIESS) dont elle a la présidence jusqu'en 2017, organise cet événement de haut niveau dont la coordination est assurée par l'association ESS Forum International¹⁷ Les qui assure le co-secrétariat permanent du GPIESS.

Le groupe pilote international de l'économie sociale et solidaire (GPIESS) a été lancé en septembre 2014, lors d'un événement organisé par l'association RMB en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York en vue de promouvoir l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'échelle internationale et de rendre plus accessible cette forme d'entrepreneuriat. Le groupe pilote se donne pour mandat de renforcer la connaissance de l'ESS et de **faire participer à un nouveau modèle de développement**, notamment en vue de **contribuer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD)**.

Sa **déclaration commune**, adoptée lors de l'évènement de haut niveau organisé en parallèle de la 70^{ème} Assemblée générale de l'ONU, reconnaît **l'ESS comme l'un des vecteurs stratégiques de transformation pour la réalisation intégrée ODD** dans toutes leurs dimensions.

Le groupe pilote rassemble aujourd'hui :

- **Etats membres** (Colombie, Costa Rica, Equateur, France, Luxembourg, Maroc) et Etats observateurs (Québec et Sénégal) ;
- **Organisations internationales** (Task force inter-agences de l'Organisation des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire -comprenant UN-RISD, ONU-SLNG, OIT, PNUD, UN-DESA, OCDE, CNUCED, CEPAL, FAO, OMS, PNUE, UNESCO, ONUDI, UNECE, ESCWA, UN-Habitat, ONU-femmes, PAM, TDR, ONUSIDA-) et
- **Organisations de la société civile** : Association ESS Forum International -**ESSFI**-, Alliance Coopérative Internationale -**ACI**-, Association Internationale de la Mutualité -**AIM**-, Association Internationale des Maires Francophones -**AIMF**-, Fonds Mondial pour le Développement des Villes -**FMDV**-, Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale Solidaire -**RIPESS**-.

L'association ESS Forum International¹⁸, au sein d'une économie plurielle et sur tous les continents, promeut et valorise l'ESS. Depuis plus de 10 ans, ce réseau international assure la mission transverse d'être un véritable laboratoire d'idées au service de trois champs d'actions : (i) rassembler les leaders et acteurs de l'ESS, (ii) co-construire des initiatives et projets durables et inclusifs et (iii) Influencer les politiques et agendas internationaux pour l'ESS.

¹⁷ Le nouveau nom des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire

¹⁸ Ibidem

Contexte de l'événement

La présidence française du GPIESS organise cet événement de haut niveau dans la continuité de l'évènement parallèle "*L'Economie sociale et solidaire (ESS) en tant que moyen stratégique de mise en œuvre des ODDs*" tenu à l'occasion du **Forum politique de haut niveau sur le développement durable** à New York le 20 juillet 2016 et dans la perspective de la **conférence HABITAT III** au cours de laquelle le GPIESS organisera un événement parallèle (lundi 17 octobre de 9h30 à 10h30, salle MR13, maison de la culture, Quito).

HABITAT III, premier sommet mondial des Nations Unies après l'adoption des objectifs de développement durable (ODD), se tient à Quito (Equateur) du 17 au 20 octobre 2016 sur le thème : *le développement urbain durable : l'avenir de l'urbanisation ?* Vingt ans après la conférence Habitat II à Istanbul, Habitat III constitue un événement majeur sur la problématique des villes, dans un contexte marqué par les nouveaux défis de l'urbanisation. Elle offre une occasion unique de penser et d'adopter un Nouvel Agenda Urbain, durable et inclusif. Il sera ainsi notamment question de la gestion et de la planification des villes et villages comme moteurs du développement durable.

C'est dans ce contexte que **le groupe pilote international de l'ESS plaide pour une inclusion de l'ESS dans le Nouvel Agenda Urbain** ; les Rencontres du Mont-Blanc qui assurent son co-secrétariat ont ainsi adressé, aux côtés d'organisations et de réseaux de la société civile, un courrier à cette fin au bureau de la conférence Habitat III. La version en date du 10 septembre 2016 du Nouvel Agenda Urbain reconnaît ainsi l'ESS comme un moyen de mise en œuvre de ce dernier.

L'ESS partage en effet la vision du Nouvel Agenda Urbain et contribue à la transformation des villes et économies urbaines en permettant l'accès à des emplois décents et équitables aux populations urbaines les plus vulnérables, le partage des ressources et l'approfondissement de la démocratie participative des villes à travers un processus de prise de décisions collective centrée sur l'humain que le Nouvel Agenda Urbain vise à mettre en œuvre. **L'ESS doit ainsi être un axe du Plan de Mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain** en vue d'atteindre un Changement de Paradigme Urbain.

Objectifs de l'évènement

Lors de cette réunion de haut niveau, les représentants des Etats, Institutions et Organisations membres du Groupe Pilote international de l'ESS se rencontreront en vue de promouvoir une économie qui concilie efficacité environnementale, sociale et économique, offrant de multiples solutions dans un objectif global de développement durable.

Ils échangeront sur la thématique suivante :

***"L'Economie sociale et solidaire (ESS) vecteur d'inclusion urbaine :
Comment l'ESS peut-elle contribuer à la construction de villes
et établissements humains durables ?"***

L'Assemblée Générale des Nations Unies sera ainsi l'occasion pour le Groupe Pilote international de l'Economie sociale et solidaire de **démontrer le potentiel et les multiples solutions offertes par l'ESS pour un développement urbain durable** et, partant, sa contribution au Nouvel Agenda Urbain.

Schéma de déroulé de l'événement

Cet événement de haut niveau sera l'occasion de mettre en avant le potentiel de l'ESS pour atteindre les objectifs de développement durable et préparer Habitat III, notamment par l'inclusion économique et sociale et la mobilisation des ressources locales qu'elle offre. Il permettra ainsi de mettre l'accent sur les mesures concrètes prises par les gouvernements, les organismes internationaux et la société civile à cette fin.

L'ESS vecteur de développement urbain durable

- **Jean-Yves Duclos**, Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social du Canada
- **Anne-Marie Descôtes**, Directrice générale de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international
- **Joan Clos**, Directeur Exécutif du Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-HABITAT)
- **Dr. Mukhisa Kituyi**, Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- **Maria Helena Semedo**, Directrice Adjointe de l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et représentante du Président de la Task-Force inter-agences de l'ONU pour l'ESS (UNTFSSSE)

Les politiques publiques pour l'ESS : Comment les politiques publiques locales peuvent appuyer le développement de l'ESS

- **Denis Coderre**, Maire de Montréal et Président de Metropolis
- **Vidéo de Won-Soon Park**, Maire de Séoul et co-président de l'association Global Social Economy Forum (GSEF)
- **Martine Rochon**, Directrice communication et marketing de la Société de développement Angus (SDA)
- **Yvon Poirier**, Vice-coordonateur du Réseau intercontinental de l'économie sociale solidaire (RIPESS)

Carlos de Freitas, Directeur des programmes du Fonds Mondial pour le développement des villes (FMDV)

L'ESS pour l'inclusion économique et sociale, la justice sociale et environnementale des villes et établissements humains : Comment l'ESS permet de construire des villes et établissements humains durables et ainsi d'offrir un cadre d'inclusion urbaine

- **Mercedes Peñas**, Première Dame du Costa Rica
- **Gilbert Hounbo**, Directeur général adjoint de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour les opérations de terrain et les partenariats
- **Vidéo « Les coopératives d'habitat pour un accès au logement au Mali et au Sénégal »**, projet de l'ADER-RIED cofinancé par l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD)
- **Rodrigo Gouveia**, Directeur des politiques de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI)
- **Elisa Carolina Torrenegra**, Vice-présidente Amérique latine de l'Alliance internationale de la mutualité (AIM), Directrice exécutive de Gestarsalud et Présidente de l'Alliance de la Mutualité d'Amérique (AMA)

L'ESS pour le financement des villes et des territoires : Comment l'ESS mobilise et génère les ressources révélant les potentiels de développement des territoires

- **Maria-Elena Querejazu**, Vice-présidente de l'association internationale des investisseurs de l'économie sociale (INAISE)

Point d'avancement de la déclaration commune du GPIESS : un an après

- **Gérald Larose**, Vice-Président d'ESS Forum International¹⁹, Président de la Caisse d'Economie Solidaire Desjardins

Annnonce de la déclaration "l'ESS : secteur clef pour un développement urbain durable" pour le Groupe Pilote International de l'ESS

- **Thierry Jeantet**, Président d'ESS Forum International²⁰

Echange avec la salle

Clôture et remerciements

Attendus de la réunion

Une déclaration des différents membres du Groupe Pilote de l'ESS sera présentée pour adoption. Elle portera sur **l'Economie sociale et solidaire comme moyen de mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain**.

Lors de la **conférence HABITAT III**, un évènement parallèle sera ainsi organisé par la France et coordonné par l'association Les Rencontres du Mont-Blanc – Forum international des dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire au nom du groupe pilote international de l'ESS pour porter et mettre en œuvre cette déclaration.

Cet évènement se tiendra le **lundi 17 octobre 2016 de 9h30 à 10h30** en salle MR13 de la Maison de la Culture Equatorienne à Quito. Il rassemblera des acteurs de haut niveau en vue de promouvoir l'économie sociale et solidaire comme solution au développement de villes et établissements humains durables, en partageant les initiatives et bonnes pratiques.

¹⁹ Ibidem

²⁰ Ibidem

DECLARATION DU GROUPE PILOTE INTERNATIONAL DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'économie sociale et solidaire (ESS) : moyen de mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain

Evénement de haut niveau, 20 septembre 2016, New-York

Nous, **membres du Groupe Pilote International de l'Economie Sociale et Solidaire, Etats²¹, Task Force inter-agences des Nations Unies sur l'ESS (UNTFSSSE)²² et organisations de la société civile²³,**

Réunis à New-York le 20 septembre 2016, à l'occasion de la 71^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, sommes convaincus que l'économie sociale et solidaire doit être un axe du plan de mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain qui sera adopté lors de la **conférence HABITAT III** à Quito en Equateur du 17 au 20 octobre 2016. Premier sommet mondial des Nations Unies après l'adoption du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et des objectifs de développement durable (ODD) et la conclusion de l'Accord de Paris sur le climat, HABITAT III portera sur le développement urbain et offrira une occasion unique de **penser et d'adopter un Nouvel Agenda Urbain**.

Affirmons que l'ESS, vecteur d'inclusion économique et sociale, contribue à la transformation des villes et établissements humains et offre de multiples solutions pour un développement urbain durable et inclusif en permettant :

- les alliances et partenariats entre acteurs de l'ESS et acteurs publics pour créer des infrastructures et services d'intérêt général,
- l'intégration de la solidarité dans les systèmes et mécanismes économiques et financiers,
- l'accès à des emplois décents et équitables aux populations urbaines les plus vulnérables,
- la mobilisation des ressources locales et leur partage facilitant une relocalisation de l'économie et de la finance pour un investissement dans l'économie réelle
- le développement des services de proximité, en matière de santé, d'aide à la personne, d'éducation et de formation,
- la lutte contre l'exclusion par la création de structures d'insertion adaptées,
- la réhabilitation des cultures locales et savoirs architecturaux,
- l'approfondissement de la démocratie participative des villes à travers un processus de prise de décision collective centrée sur l'humain.

Nous référant à notre déclaration commune adoptée lors de la 70^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies "*Pour des politiques soutenant l'ESS pour le développement durable*", **appelons à ce que l'ESS soit reconnue comme un moyen de mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain. L'ESS doit également être appuyée par des politiques adaptées** que nous demandons aux Etats et aux villes de mettre en place de manière volontariste. Il est tout aussi impératif d'œuvrer à la **mobilisation de moyens** afin que les agences de l'ONU, réunies au sein de la Task Force, et l'ensemble des parties prenantes puissent accompagner le changement d'échelle de l'ESS en faveur d'un développement urbain durable notamment pour :

²¹ Colombie, Costa Rica, Equateur, France, Luxembourg, Maroc ; Québec et Sénégal (observateurs)

²² UNRISD, ONU-SLNG, OIT, PNUD, UN-DESA, CNUCED, CEPAL, FAO, OMS, PNUE, UNESCO, ONUDI, UNECE, ESCWA, UN-Habitat, ONU Femmes, WFP, TDR, ONUSIDA, OCDE. Observateurs : EESC, EMES, GSEF, ACI, MedESS, RMB, RIPESS

²³ Association Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire (aujourd'hui *ESS Forum International*), Alliance Coopérative Internationale (ACI), Association Internationale de la Mutualité (AIM), Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV), Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS)

- **améliorer la planification urbaine** par la création de cadres réglementaires favorisant l'ESS et l'aménagement d'espaces communs afin de favoriser la cohésion sociale, l'équité, l'inclusion et le vivre ensemble,
- **asseoir des cadres de concertation** avec les acteurs de l'ESS pour la sauvegarde et le développement des biens communs dans les villes: eau, air, terre, forêts, espace cultivés, l'énergie etc.
- **promouvoir des pôles territoriaux** pour favoriser le passage à l'échelle, le potentiel de développement intercommunal, le dialogue et l'articulation entre les acteurs et la mobilisation des ressources locales,
- **soutenir le développement économique local** par la création d'incubateurs d'entreprises de l'ESS, l'appui financier et technique aux filières locales stratégiques, l'accès à la commande publique,
- **assurer l'accès à l'habitat au plus grand nombre**, notamment en valorisant les coopératives et associations d'habitat qui ont fait leur preuve en termes de mutualisation des ressources,
- **préserver la cohésion sociale** en donnant accès aux services de première nécessité à tous ses habitants,
- **accompagner le développement des modèles de production et consommation durables** mis en place par l'ESS, en matière de systèmes alimentaires, d'énergies alternatives, de traitement des déchets,
- **favoriser les relations rural-urbain** afin de développer les synergies et améliorer la gouvernance de territoires, favoriser les circuits courts et l'agriculture urbaine,
- **renforcer les institutions de la finance sociale et solidaire** qui développent produits et services financiers adaptés aux besoins des acteurs de l'ESS et permettent la mobilisation de ressources additionnelles.

Nous, **membres du Groupe Pilote International de l'Economie Sociale et Solidaire**, Etats, Task Force inter-agences des Nations Unies sur l'ESS et organisations de la société civile, appelons à la convergence des acteurs, coalitions et initiatives et continuons la mobilisation pour faire de l'ESS un moyen de mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain.



Nous, Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale Solidaire -RIPESS-, Association Les Rencontres du Mont-Blanc – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire -RMB/FIDESS-, Association internationale des investisseurs dans l'Économie Sociale -NAISE-, Fonds Mondial pour le Développement des Villes -FMDV-, Forum Mondial de l'Economie Sociale -GSEF- et la Habitat International Coalition -HIC-, sommes profondément convaincus que l'Economie Sociale et Solidaire -ESS- doit être une composante clef du Nouvel Agenda Urbain.

Nous croyons que le mouvement croissant de l'ESS, dans les pays en développement comme dans les pays développés, partage la vision du Nouvel Agenda Urbain et qu'il contribue à la transformation de nos villes et de nos économies urbaines en permettant l'accès à des emplois décents et équitables aux populations urbaines les plus vulnérables, le partage des ressources et l'approfondissement de la démocratie participative des villes à travers un processus de prise de décisions collective centrée sur l'humain que le Nouvel Agenda Urbain vise à mettre en œuvre. L'ESS a démontré son engagement à "ne laisser personne derrière", en accomplissant une prospérité urbaine durable, inclusive et créant des opportunités pour toutes et tous lorsqu'il est mis en œuvre grâce à des partenariats multi-acteurs et selon une gouvernance participative. **Par conséquent, l'ESS doit être considérée comme une stratégie de politique urbaine du Plan de Mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain pour atteindre un Changement de Paradigme Urbain.**

COMMENTAIRES GENERAUX

1/ L'ESS est un moyen d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) auquel le Nouvel Agenda Urbain fait référence - « En créant une feuille de route axée sur l'action, le Nouvel Agenda Urbain conduira à la réalisation de l'Agenda pour le Développement Durable 2030 »-.

Concernant l'ODD 11- **Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables**-. L'ESS est basée sur une triple approche : économique, sociale et environnementale. Toute activité dans nos sociétés est interconnectée. L'ESS peut simultanément apporter une réponse aux enjeux économiques, fournir biens et services, créant ainsi des emplois et des revenus décents. L'ESS aborde également les questions sociales en étant basée sur les droits et sur l'inclusion des populations locales, quelles que soient leurs origines. Par conséquent, l'une des principales externalités est la création d'une cohésion sociale et de solidarité au niveau territorial. Les activités de l'ESS ont généralement une empreinte écologique beaucoup plus faible puisque les activités sont ancrées territorialement.

Les chaînes locales, courtes et directes, fondées sur la solidarité et sur l'approvisionnement en aliments agroécologiques (tels que l'Agriculture communautaire) contribuent aussi substantiellement à l'**ODD 2 : Éliminer la faim**. Par ailleurs, l'ESS contribue également à l'implémentation de l'**ODD 12: Établir des modes de consommation et de production durable** en relocalisant une grande partie de l'économie, inventant et mettant en œuvre des solutions durables, à faible émission de carbone tant au niveau de leur production que de leur consommation. Tous deux sont des facteurs essentiels d'atténuation du changement climatique ; par conséquent, l'ESS contribue considérablement à l'**ODD 13:**

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

En effet, tel qu'exposé par la Task Force inter-agences des Nations Unies sur l'ESS, composé de 19 agences de l'ONU et de 5 observateurs, dans sa prise de position sur l'ESS et le défi du développement durable publié en Juillet 2014, **l'ESS représente un potentiel important pour les établissements humains**: *iv) les villes et les établissements humains durables/ les entreprises sociales et les organisations communautaires possèdent des caractéristiques avec le potentiel considérable pour aider à construire des villes durables. Ils peuvent promouvoir des objectifs sociaux et environnementaux par le biais, par exemple, des services de proximité (incluant la santé, l'éducation et la formation), de la promotion de la culture locale, de l'agriculture urbaine et péri-urbaine, du renouvellement de la communauté, du commerce équitable, de l'accès à un logement abordable, des énergies renouvelables, de la gestion des déchets et du recyclage, des formes de production et de consommation à faible émission de carbone, et de la sécurité des moyens de subsistance plus large. Leur enracinement dans la connaissance locale et leur structure démocratique interne, offre des moyens de réaliser des formes intégrées de développement urbain, socialement et politiquement durable.*

Par ailleurs, la Task Force inter-agences de Nations Unies sur l'ESS vient de publier une prise de position, *Réaliser l'Agenda 2030 par l'Économie Sociale et Solidaire*. Ce document identifie clairement comment l'ESS agit localement et peut avoir un impact positif : « Comme la plupart des initiatives de l'ESS sont ancrées dans l'économie locale, l'ESS peut jouer un rôle majeur en soutenant un développement local inclusif et durable. Dans le cadre de la mise en œuvre des ODD, l'ESS a le potentiel de compléter d'une façon plus large le Développement Économique Local (LED), en permettant de répondre aux besoins non satisfaits pour l'emploi, les biens et services, l'utilisation durable et la valorisation des actifs et des ressources locales, y compris ceux qui sont associés à la dotation des moyens de subsistance des groupes défavorisés et marginalisés ». Poursuivant la même voie que le document de 2014, l'approche est réaffirmée : **La Task Force inter-agences de l'ONU croit fortement que l'ESS devrait être reconnue comme un moyen important de mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable - ODD-**.

2/ L'ESS a été incluse et reconnue dans le processus du Nouveau Agenda Urbain

Les déclarations des réunions consultatives en préparation d'HABITAT III -Montréal, Mexico et Barcelone- incluent l'ESS comme une approche centrale pour répondre à un grand nombre des défis auxquels font face les zones urbaines. La déclaration de Barcelone propose de «Promouvoir l'intégration de l'Économie Sociale et Solidaire dans tous les secteurs, comme une alternative inclusive, fondée sur les droits humains, viable économiquement et levier essentiel pour l'avenir des villes». HABITAT III, en tant que processus des Nations Unies, est axé et repose sur les Droits de l'Homme. L'ESS est pleinement inclusive et met en œuvre les Droits de l'Homme, particulièrement les droits économiques, sociaux et culturels qui sont indivisibles. Il est donc important de reconnaître l'ESS comme une partie intégrante naturelle du processus de HIII.

Les recommandations de la Task Force inter-agences sur le Draft zero du Nouvel Agenda Urbain émis durant les Audiences des Autorités Locales à New York, mai 2016, a adopté la recommandation suivante : **«6. Reconnaître l'Économie et la finance Sociale et Solidaire -ESSF-** *historiquement, l'économie et la finance sociale et solidaire constituent une source de résilience face aux crises systémiques récurrentes ; ils sont propices à des partenariats vecteurs de transformations des modèles de développement urbain. La création d'environnements favorables (notamment en termes de réglementation et de partage des connaissances) devrait être incluse dans le Nouvel Agenda Urbain*».

3/ La notoire contribution des activités de l'ESS a été reconnue par les gouvernements locaux qui ont adopté des politiques et programmes pour promouvoir l'ESS

Partout sur la planète, les partenariats entre les autorités locales et les acteurs locaux ont été développés au cours de ces dernières années, avec des réseaux de plus en plus importants qui apportent leurs contributions, tels que le Réseau Européen des Villes et Régions de l'Économie Sociale (REVES), le Réseau des autorités Locales pour l'Économie Solidaire (RTES), le Réseau de Municipalités pour l'Économie Sociale en Catalogne. 40 municipalités du Brésil ont également une législation spécifique qui comprend l'ESS. Montréal a un partenariat avec les organisations de l'économie sociale pour soutenir le secteur. Séoul a mis en place un système de soutien multidimensionnel en proposant une assistance juridique, financière, institutionnelle et technique, y compris la création d'un réseau et d'institutions intermédiaires de soutien pour renforcer les capacités des parties prenantes et assurer un meilleur accès à aux marchés publics comme privés, ainsi que la création de six zones spéciales d'économie sociale afin de créer un écosystème pour favoriser l'économie sociale. Quezón City aux Philippines dispose d'un département de développement coopératif. C'est ainsi au niveau local que les nombreuses questions du Nouvel Agenda Urbain devraient et doivent être traités ; le rôle des autorités locales est en effet crucial dans le processus.

PROPOSITIONS CLEFS

Considérant qu'HABITAT III, comme processus des Nations Unies, est axé et fondé sur les Droits de l'Homme. Considérant que l'ESS est pleinement inclusive, fait écho et met en œuvre les Droits de l'Homme, particulièrement les droits économiques, sociaux et culturels qui sont indivisibles, il est essentiel d'inclure pleinement l'ESS dans le processus d'HABITAT III.

Considérant que l'ESS «relocalise» l'économie, créant ainsi des solutions durables en termes de production et de consommation (ODD 12) qui sont un facteur important dans l'atténuation du changement climatique (ODD 13) et dans l'élimination de la faim (ODD 2).

Considérant que les partenariats, aux niveaux macro, méso comme micro, avec l'ESS soutiennent la production et la gouvernance participative des villes dans tous les domaines (social et intégration économique, logement, éducation, santé, sport, énergie, espaces commun, etc.).

Considérant notre croyance en une économie plurielle dans laquelle l'ESS, le secteur privé et le secteur public échangent et collaborent entre eux. Considérant le fait que l'ESS gère les services d'intérêt général qui répondent aux besoins des résidents locaux situant la communauté au-dessus du bénéfice.

Considérant que les activités et les pratiques de l'ESS dans les domaines suivants existent déjà dans de nombreuses zones urbaines et ont un grand potentiel pour relever les défis des zones urbaines:

- *Aliments. La production locale de nourriture et de la distribution, le jardinage urbain, les systèmes intégrés territoriaux alimentaires et les conseils de politique alimentaire locale*
- *La gestion communautaire des communes telles que l'eau*
- *La gestion de la santé communautaire*
- *Logement - logement coopératif, fiducies foncières de terres communautaires ...*
- *L'éducation populaire*
- *Services - Garderie d'enfants, Soins pour les personnes âgées*
- *Culture - engagement citoyen participatif - Théâtre et groupes d'art, organisations culturelles et festivals*
- *Finance éthique et alternative, et les monnaies locales*
- *Alternative médias et presse - radio communautaire, presse alternative ...*
- *Création durable d'emplois locaux*
- *Énergies renouvelables,*
- *la gouvernance participative et la participation des citoyens*
- *Les marchés publics locaux basés sur la solidarité*

Considérant que l'ESS crée des emplois ancrés dans les territoires et permet ainsi un développement local durable, la mobilisation des ressources domestiques et de nombreuses autres externalités positives.

Considérant que l'ESS est favorable pour tous les trois engagements de transformation dans le *Nouvel Agenda Urbain : Ne laisser personne derrière et lutter contre la pauvreté; la prospérité urbaine et des opportunités pour toutes et tous; des villes et établissements humains écologiques et résilients* (Par.19),

Nous proposons les ajouts suivants au Nouvel Agenda Urbain:

À la fin du paragraphe 22

*Soulignant que l'organisation, les modèles et la conception de l'espace urbain peuvent promouvoir la cohésion sociale, l'équité et l'inclusion, ainsi que la réduction de la pauvreté et de la faim. Le nouvel Agenda Urbain favorise un développement urbain centré sur l'humain et les Droits de l'Homme et facilite ainsi le vivre ensemble, la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes, et l'autonomisation de tous les individus et communautés, en permettant leur participation pleine et entière. **L'Économie Sociale et Solidaire a un grand potentiel pour un développement urbain centré sur l'humain.***

À la fin du paragraphe 47

*Nous nous engageons à développer des économies urbaines, dynamiques, inclusives et durables, en tirant parti des ressources locales et des avantages comparatifs incluant les infrastructures et le patrimoine culturel, tout en garantissant des niveaux accrus d'emploi productif et de travail décent. À cet égard, un soutien aux solutions innovantes et durables sera fourni afin de favoriser un haut degré de connectivité et d'interaction économique et sociale entre les personnes, les compétences, les entreprises et les opportunités de marché, qui contribuent tous aux externalités positives que les villes peuvent créer. **Le passage à l'échelle des activités et pratiques de l'Économie Sociale et Solidaire, a le potentiel pour relever ces défis, notamment de création d'emplois décents, d'innovation sociale et de mobilisation des citoyens pour construire des solutions aux problèmes locaux.***

À la fin du paragraphe 68

*Le Nouvel Agenda Urbain entend permettre la réalisation de villes et établissements humains écologiquement durables, renforçant la résilience des zones urbaines aux caractéristiques et géographies distinctes, tout en changeant la perception des villes comme source d'impacts écologiques négatifs vers une source de solutions aux problèmes de développement durable. L'Agenda rappelle la fonction écologique et sociale de la terre et favorise un changement dans les modes de consommation et de production veillant à ce qu'ils ne dépassent pas la capacité de régénération de l'écosystème. **Les activités et pratiques de l'Économie Sociale et Solidaire représentent déjà environ 8-10% du PIB dans les villes, et sont au cœur de ces activités écologiquement durables tel que les systèmes alimentaires territoriaux basés sur la production alimentaire agro-écologique à petite échelle, la production locale de marchandises et services, les énergies renouvelables, le recyclage et la réutilisation.***

Contact

Anne-France Piteau
afpiteau@rencontres-montblanc.coop
RMB/FIDESS

Yvon Poirier
ypoirier@videotron.ca
RIPESS

Evènement parallèle à la conférence HABITAT III



"L'économie sociale et solidaire au cœur de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain"

Lundi 17 octobre 2016, de 9h30 à 10h30
Quito, Maison de la culture équatorienne, Salle R 13

Organisateurs de l'évènement

La France, au nom du Groupe Pilote international de l'Economie Sociale et Solidaire (GPIESS) dont elle a la présidence jusqu'en 2017, organise cet événement parallèle dont la coordination est assurée par *Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire*²⁴ qui assure le co-secrétariat permanent du GPIESS.

Le groupe pilote international de l'économie sociale et solidaire (GPIESS), créé en 2014, promeut l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'échelle internationale en vue de renforcer sa connaissance et de la **faire participer à un nouveau modèle de développement**. Adoptée lors de l'évènement de haut niveau organisé en parallèle de la 70^{ème} Assemblée générale de l'ONU, sa déclaration commune reconnaît l'ESS comme l'un des **vecteurs stratégiques de transformation pour la réalisation intégrée des objectifs de développement durable (ODD)** dans toutes leurs dimensions. Le groupe pilote rassemble aujourd'hui :

- **Etats membres** (Colombie, Costa Rica, Equateur, France, Luxembourg, Maroc) et Etats observateurs (Québec et Sénégal) ;
- **Organisations internationales** (Task force inter-agences de l'Organisation des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire -comprenant UN-RISD, ONU-SLNG, OIT, PNUD, UN-DESA, OCDE, CNUCED, CEPAL, FAO, OMS, PNUE, UNESCO, ONUDI, UNECE, ESCWA, UN-Habitat, ONU-femmes, PAM, TDR, ONUSIDA-) et
- **Organisations de la société civile** : Association Les Rencontres du Mont-Blanc – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire -**RMB/FIDESS**²⁵-, Alliance Coopérative Internationale -**ACI**-, Association Internationale de la Mutualité -**AIM**-, Association Internationale des Maires Francophones -**AIMF**-, Fonds Mondial pour le Développement des Villes -**FMDV**-, Forum Mondial de l'Economie Sociale -**GSEF**-, Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale Solidaire -**RIPESS**-.

L'association RMB²⁶, au sein d'une économie plurielle et sur tous les continents, promeut et valorise l'ESS. Depuis plus de 10 ans, ce réseau international assure la mission transverse d'être un véritable laboratoire d'idées au service de trois champs d'actions : (i) rassembler les leaders et acteurs de l'ESS, (ii) co-construire des initiatives et projets durables et inclusifs et (iii) Influencer les politiques et agendas internationaux pour l'ESS.

Contexte de l'évènement

HABITAT III, premier sommet mondial des Nations Unies après l'adoption des ODD, se tient à Quito (Equateur) du 17 au 20 octobre 2016 sur le thème : *le développement urbain durable : l'avenir de l'urbanisation ?* Vingt ans après la conférence Habitat II à Istanbul, Habitat III constitue un événement majeur dans un contexte marqué par les nouveaux défis de l'urbanisation en offrant une occasion unique de penser et d'adopter un Nouvel Agenda Urbain, durable et inclusif.

Dans ce contexte, le **GPIESS a plaidé pour une inclusion de l'ESS dans le Nouvel Agenda Urbain** ; les *Rencontres du Mont-Blanc*²⁷ qui assurent son co-secrétariat ont ainsi adressé, aux côtés d'organisations et de réseaux de la société civile, un courrier à cette fin au bureau de la conférence Habitat III. **Le GPIESS se félicite ainsi de la reconnaissance de l'ESS comme moyen de mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain** (version en date du 10 septembre 2016).

²⁴ Aujourd'hui ESS Forum International

²⁵ Ibidem

²⁶ Ibidem

²⁷ Ibidem

Objectifs de l'évènement

La présidence française du GPIESS organise cet évènement parallèle dans la continuité de l'évènement de haut niveau "**L'économie sociale et solidaire secteur clef pour un développement urbain durable**" tenu en parallèle de la 71^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies à New York le 20 septembre 2016. A l'issue de cet évènement, le GPIESS a adopté la **déclaration "L'économie sociale et solidaire (ESS) : moyen de mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain"** ; l'évènement parallèle sera l'occasion de la porter et de la mettre en œuvre.

L'évènement parallèle mettra l'accent sur **le rôle transformateur de l'ESS pour les villes et économies urbaines** en permettant l'accès à des emplois décents et équitables aux populations urbaines les plus vulnérables, le partage des ressources, l'inclusion sociale et l'approfondissement de la démocratie participative des villes à travers un processus de prise de décisions collective centrée sur l'humain que le Nouvel Agenda Urbain vise à mettre en œuvre. **L'ESS est ainsi un axe du Plan de Mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain** en vue d'atteindre un Changement de Paradigme Urbain.

Lors de cette réunion parallèle, représentants des Etats, Maires, Institutions et Organisations membres du Groupe Pilote international de l'ESS se rencontreront en vue de **promouvoir l'ESS comme solution au développement de villes et établissements humains durables, en partageant initiatives et bonnes pratiques.**

Schéma de déroulé de l'évènement

Cet évènement sera l'occasion de valoriser **le potentiel de l'ESS dans la mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain** en mettant l'accent sur les mesures concrètes prises par les gouvernements, les collectivités locales, les organismes internationaux et la société civile à cette fin.

Introduction (10 min)

- **Emmanuelle Cosse**, Ministre du Logement et de l'Habitat durable de la France
- **Gautier Mignot**, Directeur général adjoint de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international au Ministère des Affaires étrangères et du Développement international en France
- **Geovanny Cardoso Ruiz**, Directeur Général de la corporation nationale des finances populaires et solidaires de l'Equateur (CONAFIPS)

Panélistes (35 min)

- **Modérateur : Jean-Philippe Poulnot**, vice-président des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'ESS²⁸ et Directeur des partenariats politiques du Groupe Up
- **Denis Coderre**, Maire de Montréal (Canada) et Président de Metropolis
- **David Martínez**, Maire de Montevideo (Uruguay)
- **Célestine Ketcha Courtes**, Maire de Bangangté (Cameroun) et Présidente du Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique (REFELA), représentant la Taskforce internationale des gouvernements locaux et régionaux et le Fonds Mondial pour le développement des Villes (FMDV)
- **Lorena Zarate**, Présidente de la Coalition Internationale de l'habitat (HIC)
- **Patricio Bravo Vera**, Coordonnateur du Réseau de l'économie sociale et solidaire Cuenca Équateur (REDESOL), membre du Réseau intercontinental de l'économie sociale solidaire Amérique latine (RIPESS-LAC)
- **Myriam Matray**, Membre du comité scientifique des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire²⁹, Spécialiste diagnostic territorial et pôles Territoriaux de Coopération économique (PTCE)

Réactions, échanges avec la salle (10 min)

Conclusion (5min)

Thierry Jeantet, Président des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire.³⁰

²⁸ Ibidem

²⁹ Ibidem

³⁰ Ibidem

Réunion de lancement du Groupe de travail n°2 :

ORGANISATION D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DE L'ESS

RESULTATS ATTENDUS, AXES DE TRAVAIL & METHODOLOGIE PROPOSES

L'Economie Sociale et Solidaire composée des coopératives, mutuelles, associations, entreprises sociales et fondations est présente sur l'ensemble des continents. Ces entreprises et organisations concernent plus d'un milliard de citoyennes et citoyens dans le monde ; les 300 plus grandes coopératives représentent à elles seules plus de 2300 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

Historiquement, la mise en œuvre des financements de l'ESS relève des banques coopératives, de la finance éthique ou encore des schémas d'épargne rurale et communautaire. Plus récemment, des modalités novatrices telles que le microcrédit, les investissements sociaux, les initiatives de budgets et de financements participatifs, les monnaies complémentaires et autres dispositifs se sont développées notamment grâce au numérique proposant ainsi de nouveaux moyens et cadres d'intervention pour financer l'économie réelle et l'emploi, l'innovation et le développement local et territorial, la transition écologique...

Si le modèle économique et financier de l'ESS a démontré son efficacité et sa résilience en résistant à la crise financière depuis 2008, l'apport de ce secteur demeure insuffisamment reconnu. Sa valorisation et son soutien par les gouvernements, les collectivités locales et les acteurs du développement du système des Nations Unies constituent de ce fait un défi à l'international et dans les pays pour le passage à l'échelle.

1. Objectifs général et spécifiques d'une conférence internationale sur le financement de l'ESS

La conférence internationale sur le financement de l'ESS entend **faciliter l'établissement d'écosystèmes financiers favorables au développement de l'ESS et adaptés aux spécificités des pays**

- d'une part, **la valorisation de l'apport de l'ESS au financement du développement** (valorisation de l'existant) et,
- d'autre part, **la diversification du financement de l'ESS** via ses sources traditionnelles comme innovantes grâce à une meilleure prise en compte de ses besoins et au développement d'outils adaptés.

La conférence Internationale sur le financement de l'ESS -y compris les réunions préparatoires en amont ou spécialisées pouvant se tenir en aval- a ainsi pour but de **valoriser les bonnes pratiques, de susciter des alliances opérationnelles entre acteurs et de dynamiser le financement de l'ESS**. Les **objectifs spécifiques** de l'organisation d'une conférence internationale sur les financements de l'ESS pourraient donc être les suivants :

1. **identifier les besoins** (financement de l'exploitation, du fonctionnement et du bilan) et attentes des acteurs de l'ESS, des villes et des territoires ;
2. **dresser un panorama** des financements sociaux et solidaires, **faciliter leur diversification** et leur diffusion pour favoriser le passage à l'échelle de ces instruments ;
3. **mobiliser les divers opérateurs économiques** créateurs d'emplois, d'innovations et de solidarités et les différents types de ressources privées, publiques, domestiques, internationales pour le développement économique et social, **en encourageant les partenariats inter-acteurs et la recherche de complémentarité entre les institutions de financement de l'ESS** ;
4. **recenser et analyser la réglementation** en vue d'élaborer des propositions afin d'adapter les régulations aux besoins de l'ESS ;
5. **souligner l'apport des financements de l'ESS** comme moyen de mise en œuvre stratégique des **objectifs de développement durable**.

2. Rôle du groupe de travail et axes de travail proposés

➤ Rôle du groupe de travail

Il est proposé au groupe de travail de réaliser des **travaux préalables et documents d'orientation qui viendront alimenter la future conférence internationale**.

Composé des membres du GPIESS, il est ouvert aux experts et personnalités qualifiées et encourage le partage de bonnes pratiques.

Le groupe de travail pourra s'appuyer sur un référent et un secrétariat, afin d'assurer l'animation des travaux et la préservation des connaissances partagées.

➤ Axes de travail

En termes opérationnels, après la **première réunion de définition et d'identification** (besoins des acteurs, expériences des membres du groupe, questions et attentes des États membres, besoins et manques de l'ESS en matière de financement...) du 8 décembre 2016, le groupe pourrait travailler sur **quatre domaines de réflexions** :

- 1/ la diversification, l'utilisation des nouvelles technologies et l'accessibilité aux financements pour l'ESS de l'ensemble des acteurs ;
- 2/ les coalitions d'acteurs, partenariats et plateformes multi-acteurs et, plus largement, les logiques d'intervention et la complémentarité des acteurs pour favoriser les financements ESS ;
- 3/ les régulations afférentes ;
- 4/ la contribution de l'ESS aux objectifs de développement durable et le passage à l'échelle.

A terme, les travaux du groupe devront avoir exploré les quatre axes suivants :

- Axe 1 : **Promotion des financements sociaux et solidaires et des bonnes pratiques** ;
- Axe 2 : **Coalition d'acteurs et partenariats innovants** ;
- Axe 3 : **Régulation et environnement institutionnel pour les financements de l'ESS** ;
- Axe 4 : **Les financements de l'ESS, moyen de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD)**.

3. Objet de la réunion de lancement du groupe de travail (8 décembre 2016)

La réunion de lancement du groupe de travail s'inscrit dans le cadre de la **première phase de définition et d'identification**. Elle se veut un moment d'échange et de brainstorming. Elle entend **dresser un premier état des lieux en identifiant les besoins et attentes des acteurs de l'ESS en matière de financements** en répondant aux questions suivantes :

1/ Quels sont les besoins de financement des structures de l'ESS

- selon leur stade de développement : depuis l'étude de faisabilité jusqu'à la phase de fonctionnement ?
- selon leur taille ?
- selon leurs statuts : dans quelle mesure ces besoins sont-ils spécifiques à chaque acteur de l'ESS (entreprises, coopératives, mutuelles, associations, fondations) ?
- selon la nature de leurs besoins :
 - × besoins de financement classiques (aide au démarrage, investissements, financement de nouveaux projets)
 - × besoins de financement spécifiques, en termes d'exploitation et de fonctionnement d'une part (besoins en fonds de roulement liés au modèle économique, à l'innovation sociale ou à une rentabilité moindre), et en termes de bilan d'autre part (fonds propres et fonds de roulement) ?

2/ Comment déterminer et mesurer les besoins de financement des acteurs de l'ESS ?

3/ Quelles sont les difficultés rencontrées par les structures de l'ESS dans l'accès au financement (outils de "droit commun"/offre "généraliste" ; offre spécialisée ESS) ?



CONTACTEZ-NOUS

ESS Forum International

54, avenue de Clichy – 75 018 Paris – France

Tél. : +33 (0)9 67 13 00 56

contact@essfi.coop

www.essfi.coop

 @ESSForumInternational  @ESSForumIntl

Avec le soutien de nos membres bienfaiteurs :

